

**Rapport pour la commission  
permanente du conseil régional  
JUILLET 2023**

**Présenté par**  
**Valérie PÉCRESSE**  
Présidente du conseil régional  
d'Île-de-France

**SOUTIEN À L'EMPLOI SCIENTIFIQUE PRPHD 2023 ET SOUTIEN AU RÉSEAU ACC&SS ILE-DE-FRANCE**

## Sommaire

<a href="#">EXPOSÉ DES MOTIFS.....</a>	3
<a href="#">ANNEXE AU RAPPORT.....</a>	5
<a href="#">Annexe 1 au rapport - statistiques.doc.....</a>	6
<a href="#">PROJET DE DÉLIBÉRATION.....</a>	8
<a href="#">ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION.....</a>	12
<a href="#">Annexe 1 - Annexe technique et scientifique.....</a>	13
<a href="#">Annexe 2 - Convention type PRPhD.docx.....</a>	21
<a href="#">Annexe 3 - Fiches projets Acc&amp;ss Ile-de-France.docx.....</a>	35
<a href="#">Annexe 4 - Convention CIUP.docx.....</a>	41
<a href="#">Annexe 5 - Convention Science Accueil.docx.....</a>	56
<a href="#">Annexe 6 - fiche projet Prix Pépite 2023.doc.....</a>	71

## EXPOSÉ DES MOTIFS

Le présent rapport vise à :

- financer 21 allocations doctorales de recherche à hauteur de **2 205 000 €**,
- affecter **500 000 €** d'autorisations d'engagement pour le financement du programme d'actions 2023 du réseau « Acc&ss Paris Île-de-France »,
- **15 000 €** d'autorisations d'engagement nécessaires aux événements de communication et de visibilité,
- **370 000€** de réaffectations d'autorisations d'engagement pour les projets DIM,
- attribuer **20 000 €** en faveur du prix Pépite Île-de-France 2023.

### 1. Allocations doctorales Paris Region PhD

Avec le dispositif Paris Region PhD créé en 2019, la Région s'engage à soutenir l'emploi scientifique et à fluidifier les collaborations entre les laboratoires et les entreprises, enjeu majeur de la compétitivité de l'Île-de-France. Grâce à des travaux de recherche, comportant une dimension en sciences et technologies du numérique, le programme Paris Region PhD permet à la fois de développer les compétences numériques des entreprises franciliennes et la professionnalisation du doctorat dans la formation par la recherche.

L'appel à projets a été ouvert entre le 12 décembre 2022 et le 17 avril 2023, à tous les laboratoires souhaitant accueillir des doctorants, recrutés sur la base de l'excellence de leur profil scientifique, et dont le projet de recherche, en lien avec les thématiques des Domaines de Recherche et d'Innovation Majeurs (DIM), est co-construit en partenariat avec une entreprise.

30 projets ont été déposés, puis expertisés, évalués et pré-classés par les DIM. Le Conseil Scientifique Régional, réuni le 23 mai 2023, a établi une liste des projets lauréats, présentées en annexe 1 à la délibération. Les statistiques des projets déposés et retenus par DIM sont présentées en annexe 1 au rapport.

Le présent rapport vise à financer 21 projets de recherche pour le montant total de **2 205 000 €** en fonctionnement, permettant le recrutement des doctorants ainsi que la prise en compte de coûts environnés de recherche.

### 2. Soutien au réseau « Acc&ss Paris - Île-de-France »

L'action de soutien en faveur de l'accueil des talents étrangers vise à favoriser l'attractivité internationale de l'écosystème d'enseignement supérieur et de recherche francilien. La capacité à proposer un accueil de qualité est un facteur de compétitivité permettant de maintenir la dynamique de la mobilité vers le territoire francilien.

Cette action, portée sous la marque « Acc&ss », est mise en place par la Cité internationale universitaire de Paris (CiuP) et l'association Science Accueil qui gèrent le réseau de centres d'accueil « Acc&ss Paris Île-de-France » implantés sur le territoire francilien.

Le soutien régional pour le réseau « Accès Paris Île-de-France » vise notamment à :

- favoriser l'accueil des chercheurs en mobilité en Île-de-France en leur offrant des services d'accueil adaptés à leurs besoins et correspondant aux standards EURAXESS ;
- encourager les initiatives destinées à améliorer la qualité de l'accueil des talents étrangers compte tenu de leurs besoins : développement de services de proximité (type guichets uniques) et de services d'accompagnement à distance, etc. ;
- améliorer la visibilité de l'action régionale en matière d'accueil et d'accompagnement des talents étrangers, la marque « Acc&ss » notamment.

Pour répondre à ces objectifs, il est proposé de renouveler l'action de soutien au programme

d'activités du réseau « Acc&ss Paris Île-de-France » pour l'année 2023 et d'attribuer **400 000 €** en faveur de la CiuP et de **100 000 €** en faveur de l'association Science Accueil.

### **3. Affectation provisionnelle en vue d'assurer la valorisation des actions de la Région**

Ce rapport propose également d'affecter à titre provisionnel une autorisation d'engagement de **15 000 €**, afin de couvrir les dépenses de logistique engendrées par la participation de la Région à des manifestations et événements mis en œuvre en partenariat avec des acteurs franciliens de la recherche et de l'enseignement supérieur.

### **4. Soutien au prix Pépite Île-de-France 2023**

Le Prix Pépite Île-de-France récompense chaque année les 40 meilleurs projets de création de start-up portés par les étudiants et jeunes diplômés issus des 8 Pépites du territoire francilien. Il encourage l'esprit d'entreprendre et valorise les talents. Les lauréats bénéficient d'un accompagnement spécifique et de moyens pour la réalisation de leur projet via des chèques experts de 2 000€ donnant accès à des prestations. Il est proposé de reconduire le financement régional à hauteur de **20 000 €** en vue de l'organisation du Prix Pépite Île-de-France qui se déroulera dans les locaux de la Région Île-de-France début octobre 2023.

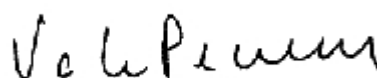
### **5. Affectations suite à caducité**

Par application des règles de caducité définies dans la délibération n° CR 33-10 relative au règlement budgétaire et financier de la Région, prorogé par la délibération n° CR 2021-055 du 21 janvier 2021 et la délibération n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022 portant révision du règlement budgétaire et financier et règlement relatif aux méthodes comptables et durée d'amortissement, les autorisations d'engagement sont tombées en caducité. Afin d'honorer les paiements de ces subventions, il vous est proposé d'affecter suite à caducité, les autorisations d'engagement suivantes :

- **180 000€** à l'Observatoire de Paris pour la subvention de fonctionnement 2021 du DIM ACAV+ (convention 21003810),
- **180 000€** à l'Institut Imagine pour la subvention de fonctionnement 2021 du DIM Thérapie Génique (convention 21003824),
- **10 000 €** au CNRS Délégation Ile-de-France Gif-sur-Yvette pour la subvention de fonctionnement 2018 du DIM MAP en lien avec la convention 18000636.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

**La présidente du conseil régional  
d'Île-de-France**



**VALÉRIE PÉCRESSÉ**

## **ANNEXE AU RAPPORT**

## **Annexe 1 au rapport - statistiques.doc**

**NOMBRE DE PROJETS DEPOSES ET RETENUS PAR LE CSR POUR L'AAP 2023**

<b>DIM</b>	<b>Nombre de projets reçus</b>	<b>Nombre de projets retenus</b>
<b>AI4IdF</b>	13	<b>8</b>
<b>C-BRAINS</b>	5	<b>2</b>
<b>PAMIR</b>	3	<b>3</b>
<b>BioConvS</b>	3	<b>3</b>
<b>Origines</b>	2	<b>2</b>
<b>Quantip</b>	2	<b>2</b>
<b>One Health 2.0</b>	1	<b>1</b>
<b>MaTerRE</b>	1	<b>0</b>
<b>Total</b>	30	<b>21</b>

## **PROJET DE DÉLIBÉRATION**

### **DU 5 JUILLET 2023**

#### **SOUTIEN À L'EMPLOI SCIENTIFIQUE PRPHD 2023 ET SOUTIEN AU RÉSEAU ACC&SS ILE-DE-FRANCE**

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

**VU** le code de l'éducation ;

**VU** le code général des collectivités territoriales ;

**VU** la loi n° 2013-660 du 22 juillet 2013 relative à l'enseignement supérieur et à la recherche ;

**VU** la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

**VU** la délibération n° CR 72-10 du 19 novembre 2010 portant politique régionale en faveur de l'enseignement supérieur et de la recherche : délibération cadre 2011-2016 ;

**VU** la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 portant mesure 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

**VU** la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 portant adoption de la Charte régionale des valeurs de la république et de la laïcité modifiée ;

**VU** la délibération n° CR 2017-141 du 18 septembre 2017 relative à la Mise en œuvre de la stratégie #Leader : mesures en faveur de l'entrepreneuriat, l'artisanat et le commerce ;

**VU** la délibération n° CP 2017-446 du 20 septembre 2017 relative à la politique régionale en faveur de l'entrepreneuriat étudiant ;

**VU** la délibération n° CR 2017-146 du 21 septembre 2017 portant adoption du Schéma Régional de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation (SRESRI) ;

**VU** la délibération n° CP 2019-142 du 19 mars 2019 portant ajustement des dispositifs régionaux en faveur de l'enseignement supérieur et de la recherche ;

**VU** la délibération n° CR 2021-039 du 2 juillet 2021 portant délégations d'attribution du conseil régional à sa commission permanente modifiée ;

**VU** la délibération n° CR 2021-043 du 21 juillet 2021 portant révision de la Charte pour une nouvelle éthique politique en Île-de-France ;

**VU** la délibération n° CR 2021-055 du 21 juillet 2021 portant prorogation du règlement budgétaire et financier ;

**VU** la délibération n° CP 2021-270 du 22 juillet 2021 portant soutien aux Domaines d'Intérêt Majeur de recherche (2<sup>ème</sup> affectation), ajustement du dispositif « Contrats de recherche » et diverses modifications ;

**VU** la délibération n° CR 2022-067 du 9 novembre 2022 portant Schéma Régional de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation (SRESRI) 2023 – 2028 ;



**VU** le budget de la région d'Île-de-France pour 2023 ;

**VU** l'avis de la commission de l'enseignement supérieur et de la recherche ;

**VU** l'avis de la commission des finances et des fonds européens ;

**VU** le rapport n°CP 2023-248 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

### **Article 1 : Paris Region PhD 2023**

Décide de participer au titre du dispositif « Contrats de recherche », au cofinancement des 21 projets présentés en annexe 1 à la présente délibération et attribue pour ce faire 21 subventions d'un montant maximum chacune de 105 000 €.

Précise qu'en cas d'abandon d'un projet de recherche par un établissement bénéficiaire avant le 1<sup>er</sup> janvier 2024, la subvention est accordée au projet classé en position suivante sur la liste complémentaire jointe en annexe 1 à la présente délibération.

Adopte la convention type telle que présentée en annexe 2 à la présente délibération.

Subordonne le versement de ces subventions à chacun des organismes bénéficiaires à la signature de conventions conformes à la convention type en annexe 2 à la présente délibération et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **2 205 000 €** disponible sur le chapitre 936 « Action économique », code fonctionnel 67 « Recherche et Innovation », programme HP67-001 « Soutien à la recherche et à l'innovation », action 16700105 « Allocations de recherche et chaires » du budget 2023.

### **Article 2 : Soutien au réseau « Acc&ss Paris Île-de-France »**

Décide de participer au titre du dispositif « Soutien régional en faveur de l'accueil et de l'accompagnement des talents étrangers (réseau Acc&ss) », au financement du programme d'activités 2023 du réseau « Acc&ss Paris Île-de-France » par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de :

- **400 000 €** à la Fondation Nationale de la Cité Internationale Universitaire de Paris,
- **100 000 €** à l'association Science Accueil,

selon les fiches projets en annexe 3 à la présente délibération.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature des conventions figurant, respectivement, en annexes 4 et 5 à la présente délibération et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **500 000 €** disponible sur le chapitre 936 « Action économique », code fonctionnel 67 « Recherche et innovation », programme HP67-003 « Soutien à la diffusion de la recherche », action **16700302** « Coopération scientifique et accueil des chercheurs » du budget 2023.

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles au 1<sup>er</sup> janvier 2023 par dérogation prévue à l'article 17 du règlement budgétaire et financier susvisé.

**Article 3 : Affectation provisionnelle en vue d'actions de communication**

Affecte une autorisation d'engagement de **15 000 €** disponible sur le chapitre 936 « Action économique », code fonctionnel 67 « Recherche et Innovation », programme HP67-003 « Soutien à la diffusion de la recherche », action 16700304 « Evaluations, études, actions support (y compris CSR) » du budget 2023, afin de couvrir les dépenses de logistique engendrées par la participation de la Région à des actions de communication mises en œuvre en partenariat avec des acteurs franciliens de la recherche et de l'enseignement supérieur.

**Article 4 : Soutien à l'opération Prix PEPITE Île-de-France 2023**

Décide de soutenir, dans le cadre du dispositif de « soutien à l'entrepreneuriat et au développement des TPE-PME », le « Prix PEPITE Île-de-France 2023 » porté par la Fondation Nationale pour l'Enseignement de la Gestion des Entreprises (FNEGE) dont la description figure en annexe 6 à la délibération par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de **20 000 €**.

Subordonne le versement de la subvention à la signature avec la Fondation Nationale pour l'Enseignement de la Gestion des Entreprises (FNEGE) d'une convention conforme à la convention type objet de la délibération n° CP 2017-446 et autorise la Présidente du Conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation d'engagement d'un montant de 20 000 €, prélevée sur le chapitre 936 « action économique », code fonctionnel 67 « Recherche et Innovation », programme HP 67-001 « Soutien à la recherche et à l'innovation », action 16700107 « Projets d'innovation et de transfert de technologies » du budget 2023.

**Article 5 : Affectation à l'Observatoire de Paris - Fonctionnement (convention 21003810)**

Affecte une autorisation d'engagement de **180 000 €** disponible sur le chapitre 936 « Action économique », Code fonctionnel 67 « Recherche et Innovation », Programme HP67-001 « Soutien à la recherche et à l'innovation », Action 16700106 « programmes de recherche d'intérêt majeur » du budget 2023 en faveur de l'Observatoire de Paris.

**Article 6 : Affectation à l'Institut Imagine - Fonctionnement (convention 21003824)**

Affecte une autorisation d'engagement de **180 000 €** disponible sur le chapitre 936 « Action économique », Code fonctionnel 67 « Recherche et Innovation », Programme HP67-001 « Soutien à la recherche et à l'innovation », Action 16700106 « programmes de recherche d'intérêt majeur » du budget 2023 en faveur de l'Institut Imagine.

**Article 7 : Affectation au CNRS Délégation Ile-de-France Gif-sur Yvette - Fonctionnement**

Affecte une autorisation d'engagement de **10 000 €** disponible sur le chapitre 936 « Action économique », Code fonctionnel 67 « Recherche et Innovation », Programme HP67-001 « Soutien à la recherche et à l'innovation », Action 16700106 « programmes de recherche d'intérêt majeur » du budget 2023 en faveur du CNRS Délégation Ile-de-France Gif-sur-Yvette.

**La présidente du conseil régional**

**d'Île-de-France**

**VALÉRIE PÉCRESSE**

## **ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION**

## **Annexe 1 - Annexe technique et scientifique**

## PRPHD 2023- Projets sélectionnés

DIM AI4IDF

Intitulé du projet de recherche	Numéro ED de rattachement	Nom du laboratoire d'accueil	Nom du directeur du laboratoire	Nom du directeur de thèse	Nom du partenaire socio-économique	Nom du référent partenaire socio-économique	Nom du candidat (prévisionnel)	Établissement employeur du doctorant
Online stochastic optimization with Monte Carlo methods and application to product flows	386	Laboratoire de Probabilités, Statistique et Modélisation	Lorenzo Zambotti	Antoine Godichon-Baggioni	Califrais	Bussy Simon	Surendran Sobihan	Sorbonne Université
ARAPPEX - Apprentissage de Représentation Auto-supervisée pour la Prédiction de Phénotype à partir de données d'EXpression de gènes	580	Informatique, BioInformatique, Systèmes Complexes	Samia Bouchafa-Bruneau	Blaise Hanczar	Adlin	Marion Crespo et Pierre Bartet		Université d'Evry
Détection d'objets dans des images aériennes en régime few-shot	146	Laboratoire de Traitement et Transport de l'Information	Anissa MOKRAOUI	MOKRAOUI Anissa	COSE	Olivier Guittou		Université Sorbonne Paris Nord
Optimisation de l'apprentissage humain	580	Inria Saclay	Jean-Yves Berthou	Jill-Jënn Vie	PIX	François Tort	Samuel Girard	Inria Saclay
Galerkin Neural Networks to accelerate numerical simulations of poromechanics in heterogeneous media	532	Centre d'Enseignement et de Recherche en Mathématiques et Calcul Scientifique	LELIÈVRE Tony	EHRLACHER Virginie	IFPEN	ENCHÉRY Guillaume	PERUSO Anna	Ecole Nationale des Ponts

Caractérisation par apprentissage profond de souches bactériennes impliquées dans l'évolution péjorative des maladies cardiométaboliques (DeepStrain)	130	Unité de Modélisation Mathématique et Informatique des Systèmes Complexes (UMI 209 UMMISCO)	Zucker Jean-Daniel	Edi Prifti	GMT SCIENCE	Raynald de Lahondès	Sandy Frank Kwamou Ngaha	Institut de la Recherche pour le Développement (IRD)
Maximiser l'accessibilité des territoires grâce au Transport à la Demande guidé par le Machine Learning	626	Services répartis, Architectures, Modélisation, Validation, Administration des Réseaux	DESBOUVRIES Francois	directeur: Aline CARNEIRO VIANA; co-encadrant: Andrea ARALDO	PADAM MOBILITY	ZIGRAND Louis		Télécom SudParis
MEDIA : Modélisation et prédiction D'IA pour l'autopartage	139	EPI DYNamics Of GEometric NEtworks (DYOGENE)	Bartek Blaszczyzyn	Fricker Christine	Mobizen Communauté	Frederic Campina	Rigonat Alessia	INRIA de Paris

**DIM C-BRAINS**

<b>Intitulé du projet de recherche</b>	<b>Numéro ED de rattachement</b>	<b>Nom du laboratoire d'accueil</b>	<b>Nom du directeur du laboratoire</b>	<b>Nom du directeur de thèse</b>	<b>Nom du partenaire socio-économique</b>	<b>Nom du référent partenaire socio-économique</b>	<b>Nom du candidat</b>	<b>Établissement employeur du doctorant</b>
La restauration visuelle par thérapie sonogénétique : La reconnaissance de formes complexes	158	Institut de la vision	Serge Picaud	Picaud Serge	Iconeus	Bruno-Félix Osmanski	Dessailly Erwan	Sorbonne Université
Natural Language Processing in Brains and Artificial Intelligence	159	Laboratoire de Neurosciences Cognitives et Computationnelles	Etienne KOECHLIN	Wyart Valentin	Meta France	King Jean-Rémi	Raugel Joséphine	Ecole Normale Supérieure



**DIM BioConvS**

Intitulé du projet de recherche	Numéro ED de rattachement	Nom du laboratoire d'accueil	Nom du directeur du laboratoire	Nom du directeur de thèse	Nom du partenaire socio-économique	Nom du référent partenaire socio-économique	Nom du candidat (prévisionnel)	Établissement employeur du doctorant
Stimulation microfluidique et analyses multi-paramétriques par apprentissage profond de la production de vésicules extracellulaires par les cellules tumorales circulantes	564	Laboratoire Interdisciplinaire des Energies de Demain (UMR8236)	Mathieu Arnoux	Villard Catherine	Fluigent	Lafitte Nicolas	Salles Arthur	Université Paris Cité
Approches informatiques et moléculaires pour reprogrammer l'épissage de BCL11A et faire avancer les stratégies thérapeutiques pour les hémoglobinopathies $\beta$ .	562	Institut Imagine - institut des maladies génétiques rares	Stanislas Lyonnet	Allemand Eric	Innovhem	Cambot Marie	Migeon Milo	Institut Imagine
Optimisation de la biosynthèse en bioréacteur et de la purification de métabolites végétaux par une approche de plan d'expérience et de modélisation.	569	UMR 8076 Biomolécules : Conception, Isolement, Synthèse	Mouad ALAMI	Maciuk Alexandre	Alkion Bioinnovations	Julien Sechet	/	Université Paris-Saclay

## **DIM PAMIR**

<b>Intitulé du projet de recherche</b>	<b>Numéro ED de rattachement</b>	<b>Nom du laboratoire d'accueil</b>	<b>Nom du directeur du laboratoire</b>	<b>Nom du directeur de thèse</b>	<b>Nom du partenaire socio-économique</b>	<b>Nom du référent partenaire socio-économique</b>	<b>Nom du candidat</b>	<b>Établissement employeur du doctorant</b>
Acquisition, intégration et redistribution de données structurées dans les GLAM : harmonisation des pratiques	472	Equipe ALMAAnaCH - Modélisation et analyse linguistique automatique et humanités computationnelles	Benoît Sagot	Laurent Romary	Bibliothèque Nationale de France	Frédérique Duyrat	Hugo Scheithauer	Inria
Deep Learning appliqué à la surveillance structurale des ouvrages d'art	531	Département MAST, Laboratoire Modélisation et Expérimentation pour le Génie Civil et urbain	François Toutlemonde	SCHMIDT Franziska	Certia	Achour DEBIANE	/	Université Gustave Eiffel -
TEXNUM – Coupler design, numérique et sciences des matériaux patrimoniaux pour renouveler l'expérience visiteur des textiles au musée	629	Centre de recherche en design	Auger, James	Auger, James	Mihaly	Leynadier, Christophe	Reitzer, Julia	ENS Paris-Saclay

## DIM ORIGINES

Intitulé du projet de recherche	Numéro ED de rattachement	Nom du laboratoire d'accueil	Nom du directeur du laboratoire	Nom du directeur de thèse	Nom du partenaire socio-économique	Nom du référent partenaire socio-économique	Nom du candidat	Établissement employeur du doctorant
Optimisation des stratégies d'ordonnancement et prédiction des performances pour des applications dominées par le flux des données sur plateformes hétérogènes	127	Laboratoire d'Etudes et d'Instrumentation en Astrophysique	Vincent Coudé du Foresto	Damien Gratadour	Thales LAS France SAS	Lionel Matias	/	Observatoire de Paris
Recherche d'ondes gravitationnelles primordiales avec QUBIC : Reconstruction de cartes de composantes astrophysiques optimales et modélisation des effets systématiques instrumentaux.	560	Laboratoire Astroparticule et Cosmologie	Antoine Kouchner	Jean-Christophe Hamilton	CHANIAL PIERRE	Pierre Chanial	/	Université Paris Cité

## **DIM Quantip**

Intitulé du projet de recherche	Numéro ED de rattachement	Nom du laboratoire d'accueil	Nom du directeur du laboratoire	Nom du directeur de thèse	Nom du partenaire socio-économique	Nom du référent partenaire socio-économique	Nom du candidat (prévisionnel)	Établissement employeur du doctorant
Protocoles de calcul quantique avec des états à un photon	572	Centre de Nanosciences et de Nanotechnologies	Giancarlo Faini	Pascale Senellart	Quandela	SALAVRA KOS Alexia	BARGE L Etienne	CNRS
Étude et contrôle des contraintes dans les couches épitaxiées de diamant pour la réalisation de dispositifs quantiques à base de centres NV dans le diamant	146	Laboratoire des Sciences des Procédés et des Matériaux.	VREL Dominique	ACHARD Jocelyn	HiQuTe-Diamond	ISSAOUI Riadh	/	CNRS

## **DIM ONE HEALTH 2.0**

Intitulé du projet de recherche	Numéro ED de rattachement	Nom du laboratoire d'accueil	Nom du directeur du laboratoire	Nom du directeur de thèse	Nom du partenaire socio-économique	Nom du référent partenaire socio-économique	Nom du candidat (prévisionnel)	Établissement employeur du doctorant
MoPEB - Modèle de Prédiction de l'Emergence Bactérienne	570	Laboratoire de Sécurité des Aliments et Laboratoire de Santé Animale	Laurent Laloux et Pascal Boireau	Benoit Durand / Sophie Roussel	ISOFT	Jean-Philippe MEYNIEL	/	ANSES

## **Annexe 2 - Convention type PRPhD.docx**

**CONVENTION N°xxxxxx**  
**FINANCEMENT D'ALLOCATIONS DOCTORALES DIM XXXX**  
**PARIS REGION PHD**

Entre

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 2 rue Simone Veil, 93 400 Saint-Ouen sur Seine, représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE,

En vertu de la délibération N° CP .....du ,

ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé :

dont le statut juridique est :

N° SIRET :

dont le siège social est situé au :

ayant pour représentant :

ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

**PREAMBULE :**

Après avoir rappelé que :

- les enjeux sociaux, scientifiques et économiques, liés à la recherche dans les domaines du Domaine d'Intérêt Majeur sont prioritaires pour la Région ;
- la Région fait du soutien à l'emploi scientifique ainsi que de la reconnaissance et de la valorisation du doctorat une priorité pour améliorer les conditions de formation des doctorants et de développement des carrières des jeunes chercheurs par le biais d'un système d'allocations de recherche attractif,
- le dispositif « Paris Region PhD » vise à renforcer, les compétences scientifiques des laboratoires franciliens, avec le recrutement de jeunes chercheurs, mais aussi assurer leur immersion dans le tissu socio-économique francilien, tout en stimulant la recherche dans les sciences et technologies du numérique,
- la Région a pour objectif de soutenir 100 allocations doctorales sur le périmètre des Domaines d'Intérêt Majeur, en partenariat avec le secteur socio-économique et culturel, de façon à contribuer à l'innovation et à répondre aux besoins des partenaires sur des enjeux numériques.

Et que :

- le bénéficiaire a été désigné par les porteurs de projets d'allocations de recherche dites « Paris Region PhD » pour passer convention avec la Région et être l'établissement support financier pour la subvention régionale ;

- le financement des allocations Paris Region PhD s'appuie sur les domaines d'intérêt majeurs.

Il a été convenu ce qui suit :

## **ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION**

Par délibération N° CP xxxx en date du xxxx, la Région Île-de-France a décidé de soutenir le bénéficiaire pour la réalisation de projets détaillés dans le tableau en annexe à cette convention.

Chaque allocation doctorale «Paris Region PhD » d'une durée maximale de 36 mois vise à réaliser le projet de recherche retenu à l'issue de l'appel à projets « Paris Region PhD» lancé le xxxxxx et clôturé le xxxxx.

Dans cet objectif, la Région accorde au bénéficiaire une subvention d'un montant maximum de xxxx € par allocation doctorale « Paris Region PhD » correspondant à 100 % de la dépense subventionnable et sera affecté soit intégralement à la rémunération du doctorant, soit à la rémunération du doctorant et à des coûts environnés (5 000 € maximum) s'ils ne sont pas pris en charge par le partenaire socio-économique.

Un cofinancement est apporté par le partenaire socio-économique ou le laboratoire pour atteindre les salaires minima exigés.

## **ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE :**

### **ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROGRAMME SUBVENTIONNE**

Le bénéficiaire s'engage à s'assurer de :

- L'éligibilité du candidat à l'allocation doctorale selon les conditions fixées par la Région,
- L'encadrement scientifique du doctorant dans ses laboratoires,
- l'« encadrement » par un référent chez le partenaire socio-économique et d'une période de présence,
- L'apport par le partenaire socio-économique des moyens financiers et/ou extra-financier notamment formation extra-académique liée à son insertion professionnelle au cours de son contrat de travail doctoral, tels que décrits dans le dossier de candidature (hors assiette éligible des dépenses),
- La bonne réalisation d'actions environnant le travail de recherche du doctorant, telles que des formations, des missions, des inscriptions à des colloques ou abonnements à des banques documentaires, etc.,
- La signature du contrat de partenariat entre l'établissement de recherche ou d'enseignement supérieur bénéficiaire de la subvention et le partenaire socio-économique après le début des travaux du projet Paris Region PhD soumis au financement régional,
- L'évaluation avec la Région, à l'issue de la présente convention, de l'insertion professionnelle des doctorants ayant participé au projet subventionné et de l'impact du programme sur les partenaires socio-économiques impliqués,
- L'invitation des responsables du suivi de ce programme à la Région à la soutenance de thèse.

Le bénéficiaire sensibilise le doctorant à l'importance de participer à des actions de culture scientifique auprès du grand public telles que la Fête de la Science.

## ARTICLE 2.2 : OBLIGATIONS RELATIVES AUX DONNEES TRANSMISES A LA REGION ILE-DE-FRANCE

Pour la pleine compréhension des stipulations suivantes, les termes « Données à caractère personnel », « Responsable de traitement », « Personne concernée », « Destinataire », et « Traitement » auront le sens défini par la réglementation en vigueur applicable aux traitements de données à caractère personnel et en particulier, le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 (ci-après « le RGPD ») et la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés (ci-après « la Loi Informatique et libertés »).

Dans le cadre de la réglementation applicable aux traitements de données à caractère personnel, la Région et l'établissement (le bénéficiaire) sont qualifiés de Responsables de traitement « conjoints ».

La Région et l'établissement sont dénommés ensemble les « Parties ».

Ainsi, dans le cadre de l'exécution de la présente convention, les Parties déterminent conjointement les finalités et les moyens du traitement de données à caractère personnel objet de la présente convention. Les clauses afférentes à la protection des données personnelles dans le cadre du dispositif « DIM » sont précisées dans l'annexe à la présente convention. Ces clauses ont pour objet de déterminer les obligations respectives des Parties de définir les responsabilités de la Région et du bénéficiaire concernant leur conformité au regard des dispositions relatives à la protection des données à caractère personnel.

### Violation de sécurité :

Les Parties sont en charge du traitement des éventuelles violations de sécurité, conformément au point 6 de l'annexe 1 à la présente convention.

Chacune des Parties doit aviser sans délai l'autre Partie de toute violation ou suspicion de violation de données et des conséquences de cette violation. Il appartient à chacune des Parties de définir un point de contact en interne avec l'autre partie. Le point de contact choisi sera également le point de contact des personnes concernées.

Le contact Région de l'autorité de contrôle compétente : [dpo@iledefrance.fr](mailto:dpo@iledefrance.fr)

## ARTICLE 2.3 : OBLIGATIONS EN MATIERE D'ETHIQUE

Le Bénéficiaire s'engage à respecter tout droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des atteintes à la probité : corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, concussion, favoritisme et détournement de fond public et, le cas échéant, mettre en place et maintenir ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption et autres atteintes à la probité conformément aux bonnes pratiques en la matière.

La Région est amenée à collecter des données publiques relatives à la probité du demandeur dans le cadre de son dispositif d'évaluation des tiers. En fonction de l'analyse de ces données et/ou de manquement constaté et motivé en matière d'atteinte à la probité, la Région se réserve la possibilité de ne pas attribuer la subvention demandée, de suspendre son versement ou de demander son remboursement.

Toute autre source d'information type voie de presse pourra également être prise en compte par la Région.

## ARTICLE 2.4 : OBLIGATIONS RELATIVES A LA CHARTE REGIONALE DES VALEURS DE LA REPUBLIQUE ET DE LA LAICITE

Lorsqu'il s'agit d'une personne morale de droit privé, le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

## ARTICLE 2.5 : OBLIGATIONS RELATIVES AU RECRUTEMENT DE STAGIAIRES OU D'ALTERNANTS

Le bénéficiaire s'engage à s'assurer que les établissements partenaires du DIM (acronyme du Réseau) recrutent x stagiaires ou alternants pour une durée minimale de deux mois dans la période de validité de la subvention régionale.



Ces établissements saisissent les offres de stages ou de contrats de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par les services de la Région.

#### ARTICLE 2.6 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

Mettre en place avec les organismes bénéficiaires des subventions une convention de contractualisation et de reversement afin de permettre la réalisation des actions subventionnées.

Adopter un cadre budgétaire et comptable conforme à la réglementation en vigueur.

Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.

Adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au plan comptable général en vigueur, pour un organisme de droit privé.

Informar la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

Respecter les procédures de mise en concurrence auxquelles le bénéficiaire ou les membres du Réseau peuvent être assujettis tant au regard du droit français que communautaire, pour la passation des marchés.

Informar la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire ou de statut.

Informar la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

S'assurer que les organismes bénéficiaires deviennent propriétaires des équipements et en assurent le maintien et l'entretien sur la durée de la convention.

Informar la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes les difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidats etc.) dans leur déroulement.

Produire un justificatif de recrutement des stagiaires ou alternants mentionné à l'article 2.3 de la présente convention (convention de stage ou contrat de travail), lors de la demande de versement du solde.

Fournir à la Région, sur toute la durée de la convention :

- les comptes annuels : bilan et compte de résultat et annexe du dernier exercice certifiés, selon le cas, par un commissaire aux comptes inscrit sur la liste prévue à l'article L.822-1 du code de commerce, un expert-comptable ou la personne habilitée à signer ;
- le rapport d'activité annuel chiffré et détaillé par actions menées.

Fournir les documents détaillés nécessaires aux versements dans les délais prévus, tels que mentionnés dans l'article 3.2 « modalités de versement » de la présente convention.

Produire un compte-rendu d'exécution qui détaillera les modalités de mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité, lors de la demande de versement du solde.

#### ARTICLE 2.7 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France auprès des usagers finaux et du grand-public, le bénéficiaire s'engage à mentionner, dès la notification de l'attribution de la subvention, la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention. La mise en œuvre de ces obligations en matière de communication doit se faire dans le respect de la *Charte de visibilité régionale* disponible sur [www.iledefrance.fr/logo-et-chartes-IDF](http://www.iledefrance.fr/logo-et-chartes-IDF) dont les principes sont :

##### *Mention du soutien de la Région Île-de-France et apposition du logo régional :*

L'information relative à ce soutien prend notamment la forme de la mention « Action financée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logo sur l'ensemble des supports d'information et de

communication qu'ils soient imprimés, digitaux et audiovisuels. L'usage du logo, sa taille et son positionnement doivent se faire conformément à la charte graphique et à la charte de visibilité régionale. L'ensemble des supports réalisés doit être transmis à la Région pour validation avant fabrication et/ou diffusion.

#### Relations presse / relations publiques :

Pour toute opération de relations presse, relations publiques ou action de médiatisation, le bénéficiaire s'engage à informer les services de la Région Île-de-France des dates prévisionnelles de ces actions et à faire expressément référence à l'implication de la Région dans l'ensemble des interviews, conférence de presse, communiqué et dossier de presse qui y sont associés.

#### Visibilité provisoire et pérenne :

Qu'il s'agisse d'une subvention en investissement ou en fonctionnement, une signalétique provisoire et/ou pérenne doit être prévue par le bénéficiaire, conformément aux applications, aux formats et aux délais indiqués dans la charte de visibilité régionale (panneaux, stickers, autocollant sur le matériel acquis...).

#### Justificatifs de visibilité :

Le bénéficiaire s'engage à fournir des justificatifs du bon respect de ses obligations de communication à l'occasion en particulier de la demande de versement d'acompte ou du solde de la subvention : envoi d'exemplaires de tous les documents imprimés, photos des panneaux de chantiers et pérennes, de la signalétique événementielle, copie d'écran des sites web et réseaux sociaux... Les services de la Région peuvent procéder à des contrôles.

#### Organisation d'un temps protocolaire :

Tout événement public de valorisation du projet subventionné (pose de première pierre, inauguration, annonces de manifestations culturelles, sportives...) doit être préalablement défini avec la Région Île-de-France. Le bénéficiaire s'engage notamment à informer bien en amont les services de la Région de la date retenue, à soumettre pour validation tous les supports s'y rapportant (invitation, save the date, plaque inaugurale, signalétique...) et à respecter les usages et préséances protocolaires.

#### Coopération aux actions de communication décidées par la Région en lien avec l'objet de la convention :

Selon la nature du projet, de l'événement et du montant attribué, la Région Île-de-France se réserve le droit de mettre en place une communication spécifique en lien avec le bénéficiaire (autorisation de prise de vues ou de tournage, apposition de drapeaux, banderoles ou signalétique spécifique...) visant à assurer la visibilité régionale.

Dans ce cadre, le bénéficiaire autorise, à titre gracieux, la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers, données...) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

## **ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES**

### **ARTICLE 3.1 : CADUCITE**

Si à l'expiration d'un délai de 1 an à compter de la date d'adoption de la délibération d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale une première demande de paiement conforme aux pièces attendues pour chaque type de versement (avance ou solde), ladite subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision du Président, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

À compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 3 années pour présenter le solde de l'opération. À défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

### **ARTICLE 3.2 : MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION REGIONALE**

Le financement régional est accordé aux structures coordonnatrices des DIM qui le reversent aux établissements employeurs des doctorants retenus.

Le versement de la subvention régionale est effectué dans le respect des dispositions suivantes :

Chaque versement de subvention est effectué sur demande du bénéficiaire. La demande de versement de subvention (DVS) comporte un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées.

Chaque demande de versement de subvention (accompagnée de son état récapitulatif) est signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'action subventionnée.

#### ARTICLE 3.2.1: VERSEMENT DES SALAIRES ET COUTS ENVIRONNES :

Les versements seront effectués selon les modalités suivantes :

- **Une avance à la notification** de la présente convention, sur production d'un état prévisionnel des 12 premiers mois de salaire et coûts environnés du doctorant certifié sincère par le représentant légal de l'organisme de recherche et précisant le détail mensuel prévisionnel des montants nets et bruts à la charge de l'établissement ainsi que le nom du doctorant, le titre du projet de recherche, et accompagnée d'une copie du contrat de travail signé entre l'organisme et le doctorant
- **Au 12ème mois, une avance couvrant 12 mois de salaire**, sur production d'un état des dépenses effectuées pour les 12 premiers mois et d'un état prévisionnel des 12 mois à verser certifiés sincères par le représentant légal de l'organisme de recherche. La demande précise notamment les références, dates et montants des salaires (bruts et nets) déjà payés au titre de l'action, le nom du doctorant bénéficiaire et le titre du projet de recherche.
- **Au 24ème mois, une avance couvrant les 12 derniers mois de salaire**, sur production d'un état des dépenses effectuées sur les 12 mois précédents et d'un état prévisionnel des 12 mois à verser, certifiés sincères par le représentant légal de l'organisme de recherche. La demande précise notamment les références, dates et montants des salaires (bruts et nets) déjà payés au titre de l'action, le nom du doctorant bénéficiaire et le titre du projet de recherche.

Au terme du contrat de travail, la demande de **versement de solde** sera adressée à la Région pour justification de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Elle sera accompagnée :

- de la liste détaillée mois par mois des salaires (bruts et nets) versés, signée par l'agent comptable, l'expert-comptable, le commissaire aux comptes de l'organisme (si l'organisme en est doté, dans le cas contraire par la/le trésorier) qui certifie leur prise en charge dans sa comptabilité ainsi que leur règlement ;
- des justificatifs de recrutement du nombre de stagiaires ou alternants mentionnés à l'article 2.5 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé, la Charte de la Laïcité mentionnée à l'article 2.4 de la présente convention, si le bénéficiaire est un organisme de droit privé).
- des justificatifs correspondant au versement du coût environné de l'allocation doctorale (formation, missions, etc.).

#### ARTICLE 3.3 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Le montant de la subvention, tel qu'indiqué à l'article 1 de la présente convention, constitue un plafond.

Dans le cas où la dépense acquittée, justifiée, par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée peut être révisée en proportion du niveau

d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

Les avances perçues par le bénéficiaire et pour lesquelles ce dernier n'a pas produit les pièces justificatives mentionnées au 3.2.1 dans les délais indiqués à l'article 3.1 de la présente convention donnent lieu à l'émission d'un titre de recettes par la Région.

#### **ARTICLE 3.4 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES**

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter de la date de vote et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

#### **ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION**

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir le XXXXXXXX.

#### **ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION**

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

#### **ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION**

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

Le reversement total ou partiel de la subvention est exigé :

- si l'objet de la subvention a été modifié sans autorisation ;
- dans le cas de non-respect des obligations du bénéficiaire fixées par les lois et règlements, par le règlement budgétaire et financier ou prévues par la convention ;
- en l'absence de production des pièces nécessaires à la justification de l'utilisation de la subvention conformément à l'objet pour lequel celle-ci a été attribuée

Pour les personnes morales de droit privé, la Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de manquement avéré au respect de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée ou en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d'alternants.

Si la résiliation repose sur l'hypothèse du non-respect de l'affectation des biens subventionnés ou de changements tels que prévus à l'article 2.4 de la présente convention, cette résiliation implique la restitution d'une partie de la subvention versée par la Région, restitution calculée de la façon suivante :  
Subvention restituée = subvention versée x ((durée de la convention – durée d'affectation des biens subventionnés réalisée conformément à la convention) / durée de la convention)

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de manquement avéré au respect de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

## **ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION**

Le bénéficiaire s'engage à signaler par écrit à la Région, documents à l'appui, toute difficulté ou événement susceptible de modifier, retarder voire interrompre le programme projeté et donc de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention. Le non- respect de cette obligation d'information peut être sanctionné par la résiliation de la convention par la Région prévue à l'article 5 de la présente convention.

Par ailleurs, toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

En cas de modification de projet, la Région se réserve le droit de revoir à la baisse le montant de sa subvention en application de l'article 3.3 de la présente convention. Aucun surcoût ne peut être supporté par la Région.

La part définitive de la Région dans le financement du projet ne pourra excéder le taux plafond fixé à l'article 1 de la présente convention.

## **ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES**

**Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et les annexes dénommées « Annexe technique et scientifique », et « Clause type de responsabilité conjointe : obligations des parties relatives à la protection des données à caractère personnel ».**

Fait à Saint-Ouen,

Le

<b>Le bénéficiaire</b>	<b>La présidente du Conseil régional d'Ile de France</b>  <b>Valérie Pécresse</b>
------------------------	---

## **Annexe 1 : Clause type de responsabilité conjointe**

### **Obligations des parties relatives à la protection des données à caractère personnel**

#### **1. Objet**

Pour la pleine compréhension des stipulations suivantes, les termes « Données à caractère personnel », « Responsable de traitement », « Personne concernée », « Destinataire », et « Traitement » auront le sens défini par la réglementation en vigueur applicable aux traitements de données à caractère personnel et en particulier, le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 (ci-après « le RGPD ») et la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés (ci-après « la Loi Informatique et libertés »).

Dans le cadre de la réglementation applicable aux traitements de données à caractère personnel, la Région Ile-de-France (ci-après, « la Région ») et l'organisme gestionnaire (ci-après « le Responsable Conjoint ») sont qualifiés de Responsables de traitement « conjoints ».

La Région et le Responsable Conjoint sont dénommés ensemble les « Parties ».

Ainsi, dans le cadre de l'exécution de la présente convention, les Parties déterminent conjointement les finalités et les moyens du traitement de données à caractère personnel objet du présent marché.

La présente clause a pour objet de déterminer les obligations respectives des Parties dans le cadre de la gestion du dispositif DIM et de définir les responsabilités de la Région et du responsable Conjoint concernant leur conformité au regard des dispositions relatives à la protection des données à caractère personnel.

#### **2. Obligations respectives des responsables conjoints**

##### **2.1 Finalités du traitement**

Les parties déterminent conjointement les finalités principales du traitement, à savoir le respect des obligations listées à l'article 2 de la présente convention, et le traitement des données relatives aux différentes étapes du process telles que le lancement des appels à projets, l'évaluation des dossiers, la sélection des projets, l'attribution des financements, le suivi de la réalisation des projets et la réalisation des bilans.

##### **2.2 Moyens du traitement**

La Région finance le programme de recherche, pilote sa mise en œuvre, évalue ses impacts aux moyens des données remontées par les établissements bénéficiaires.

La notion de moyen recouvre tant les moyens matériels, logiciels ou encore de ressources humaines affectées à la gestion du traitement concerné par le présent contrat.

Chaque Partie définit ses propres moyens de traitement pour la bonne réalisation du projet objet de la présente convention.

Toute autre opération est strictement interdite sans l'accord préalable des Parties.

##### **2.3 Données traitées**

Données courantes

☒ Etat civil, identité, données d'identification, images

☐ Données de connexion (logs, adresse IP, etc.)

☒ Vie personnelle (habitudes de vie, situation familiale, diplômes, niveau d'études, etc.)

☒ Informations d'ordre économique et financier (revenus, situation financière, situation fiscale, RIB, etc.)

☐ Données de localisation (déplacements, données GPS, données GSM, etc.)

## **Données sensibles ou à caractère hautement personnel**

Aucune donnée sensible ou à caractère hautement personnel

### **2.4 Catégories de personnes concernées**

Les personnes concernées sont : les chercheurs porteurs de projets et les personnels identifiés dans le cadre des projets de recherche, bénéficiant ou pas de financements.

### **2.5 Opérations de traitement et usages**

Les Parties peuvent réaliser chacune les opérations suivantes sur les données un bilan quantitatif des bénéficiaires des subventions régionales

## **Les Parties poursuivent chacune les principaux objectifs suivants :**

La région finance le dispositif et pilote sa mise en œuvre

L'établissement assure la sélection des projets et transmet à la région la liste des projets sélectionnés et des bénéficiaires.

Toute autre opération est strictement interdite sans l'accord préalable des Parties.

## **3. Respect des obligations légales**

### **3.1 Durée de conservation**

La définition de la durée de conservation des données est confiée aux parties.

### **3.2 Information des personnes concernées**

Les conditions et modalités pour satisfaire aux obligations légales d'information des personnes concernées sont mises en œuvre par les parties.

### **3.3 Droit d'accès, de rectification ou d'effacement**

Les conditions de mise en œuvre du droit d'accès, de rectification ou d'effacement du traitement sont mises en œuvre par les parties

### **3.4 Droit à la limitation**

Les conditions de mise en œuvre du droit à la limitation du traitement sont mises en œuvre par les parties.

### **3.5 Droit d'opposition**

Les conditions de mise en œuvre du droit d'opposition sont mises en œuvre par les parties.

### **3.6 Droit à la portabilité**

Les conditions pour satisfaire au droit à la portabilité des données et à son exercice sont mises en œuvre par les parties.

### **3.7 Mesures de sécurité**

Les mesures de sécurité, d'accès et de traçabilité sont définies par les parties.

Les parties sont responsables de la protection et de la sécurisation des moyens mis en œuvre pour accéder au traitement (code d'accès ou autre solution).

Les parties ont, par ailleurs, pour mission de :

- procéder à la définition et la mise en œuvre des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- procéder aux tests, analyser et évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles de nature à assurer la sécurité du traitement.

Les mesures de sécurité et politique associées seront mises à jour régulièrement par les parties qui notifieront les changements à la Région par tout moyen qu'elles estiment approprié, privilégiant la voie électronique (accès en ligne ou envoi par courrier électronique).

#### **4. Coopération avec les autorités de contrôle**

Chacune des Parties est en charge pour elle-même des relations avec la Cnil pour les traitements objet de la présente clause.

En cas de contrôle directement réalisé auprès de l'une des Parties par l'autorité de contrôle, cette dernière doit satisfaire au contrôle et collaborer avec l'autorité de contrôle et aviser l'autre Partie dès qu'elle a connaissance de l'existence d'un contrôle ou toute autre démarche engagée par une autorité de contrôle.

#### **5. Registre des activités de traitement**

Chacune des Parties s'engage à intégrer les traitements pour les traitements objet de la présente clause dans son registre des activités de traitement.

Le registre des activités de traitement doit comporter les informations suivantes :

- le nom et les coordonnées du responsable du traitement et du responsable conjoint du traitement, du représentant du responsable du traitement et du délégué à la protection des données éventuellement désigné ;
- les finalités du traitement ;
- une description des catégories de personnes concernées et des catégories de données à caractère personnel ;
- les catégories de destinataires auxquels les données à caractère personnel ont été ou seront communiquées, y compris les destinataires dans des pays tiers ou des organisations internationales ;
- le cas échéant, les transferts de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris leur identification respective et, dans le cas des transferts vers des pays ne bénéficiant pas d'un niveau de protection adéquat, les documents attestant l'existence de garanties appropriées ;
- dans la mesure du possible, les délais prévus pour l'effacement des différentes catégories de données ;
- dans la mesure du possible, une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles.

#### **6. Violation de sécurité**

Les parties sont en charge du traitement des éventuelles violations de sécurité.

Les parties ont pour tâche :

- de prendre les mesures adaptées ;
- de tenir le registre des violations ;
- d'assumer les notifications éventuelles avec l'autorité de contrôle ;
- d'organiser s'il y a lieu la communication auprès des personnes concernées.



La Région et/ou le Responsable Conjoint met en œuvre sans délai les mesures et démarches qui lui seront communiquées par la Région et/ou le Responsable Conjoint.

Chacune des Parties doit aviser sans délai l'autre Partie de toute violation ou suspicion de violation de données et des conséquences de cette violation.

## **7. Point de contact**

Il appartient à chacune des Parties de définir un point de contact en interne avec l'autre partie.

Le point de contact choisi sera également le point de contact des personnes concernées.

≤ Le contact Région de l'autorité de contrôle compétente : [dpo@iledefrance.fr](mailto:dpo@iledefrance.fr)

## **8. Collaboration**

Les Parties conviennent de collaborer étroitement dans le cadre de leurs relations.

Chacune des Parties s'engage à maintenir une collaboration active et régulière en remettant à l'autre les éléments et documents nécessaires de nature à lui permettre de répondre à ses obligations.

Les Parties s'engagent à se tenir réciproquement informées de toute difficulté relative au traitement.

## **9. Communication des grandes lignes**

La Région et/ou le Responsable Conjoint définit les conditions dans lesquelles les Parties satisfont au respect des obligations visées par la réglementation en matière de protection des données qui impose que soient communiquées aux personnes concernées les grandes lignes du présent contrat :

- l'identité des responsables du traitement ;
- les finalités et moyens du traitement ;
- les données traitées ;
- les obligations de chaque responsable de traitement ;
- le point de contact pour les personnes concernées par le traitement.

Ces conditions sont les suivantes : l'information des chercheurs est assurée par l'établissement gestionnaire

## **10. Garanties**

Nonobstant les dispositions de la réglementation en vigueur relatives à la responsabilité solidaire des Parties, chaque Partie est garantie vis-à-vis de l'autre des obligations souscrites au titre des présentes et assumera seule les conséquences de ses manquements.

La Partie défaillante devra réparer les dommages subis par l'autre.

## **11. Sous-traitance**

Chacune des Parties est en droit de faire appel pour tout ou partie de la réalisation, de l'exploitation ou de la maintenance du traitement objet du présent contrat à un sous-traitant.

Cette opération de sous-traitance donnera lieu à la signature d'un contrat comportant des garanties équivalentes au présent contrat s'agissant des mesures de sécurité techniques et organisationnelles mises en œuvre par le sous-traitant. Ce contrat comportera notamment les mêmes obligations que celles prévues au présent contrat en matière de protection des données à caractère personnel. La Partie procédant à cette opération de sous-traitance veille à s'assurer que le sous-traitant choisi présente des garanties quant à la mise en œuvre de mesures de sécurité techniques et organisationnelles appropriées en matière de protection des données.

La Partie procédant à la sous-traitance de toute ou partie de la réalisation, de l'exploitation ou de la maintenance du traitement objet du présent contrat reste seule responsable des opérations de traitement réalisées par son sous-traitant.

## **Annexe 3 - Fiches projets Acc&ss Ile-de-France.docx**

**DOSSIER N° 23005885 - SOUTIEN AU RESEAU ACC&SS PARIS ILE-DE-FRANCE - CIUP**

**Dispositif** : Soutien à l'accueil des étudiants et chercheurs étrangers (n° 00000476)

**Délibération Cadre** : CP2019-142 du 19/03/2019

**Imputation budgétaire** : 936-67-65748-167003-1800

Action : 16700302- Coopération scientifique et accueil des chercheurs

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'accueil des étudiants et chercheurs étrangers	1 210 460,00 € TTC	33,05 %	400 000,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		400 000,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : CIUP CITE INTERNATIONALE  
UNIVERSITAIRE DE PARIS  
Adresse administrative : 17 BOULEVARD JOURDAN  
75014 PARIS 14E ARRONDISSEMENT  
Statut Juridique : Fondation  
Représentant : Monsieur Jean-Marc SAUVE, Président

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 1 janvier 2023 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Un démarrage anticipé permettra la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter du 1er janvier 2023, ce qui correspond à la date de début des activités du programme du réseau « Acc&ss Paris Île-de-France » 2023 soutenu par la Région au titre de la présente convention.

**Description :**

Depuis 2005, la Cité Internationale Universitaire de Paris (CiuP) assure la coordination du réseau Acc&ss Paris Ile-de-France et la gestion de trois centres de services implantés en Ile-de-France : Acc&ss Paris Nord (Seine-Saint-Denis et Val d'Oise) hébergé à l'université Paris 8 et à CY Cergy Université, Acc&ss Paris Centre (Paris, Hauts-de-Seine) localisé à la Cité internationale universitaire de Paris), Acc&ss Paris Est (Seine et Marne et Val de Marne). Ce réseau a pour vocation de soutenir l'attractivité territoriale de la Région en facilitant notamment la mobilité scientifique entrante grâce à une ingénierie de l'accueil et des services d'accompagnement de qualité.

Le réseau assure une assistance gratuite et personnalisée aux scientifiques en mobilité et à leur famille en leur offrant des services suivants : recherche de logement ; aide administrative personnalisée avant l'arrivée et pendant le séjour (visa, titre de séjour) ; mise en place d'une couverture maladie ; aide à la souscription d'assurances ; aide à la scolarisation des enfants ;

ouverture d'un compte bancaire ; cours de français langue étrangère et ateliers de méthodologie, programme culturel ; soirée d'accueil et autres moments de convivialité ; bulletin de liaison et d'information bilingue ; aide pour l'accès aux loisirs ; aide pour l'accès aux activités sportives ; soutien psychologique, pédagogique et accompagnement social (par le Relais Social International).

Le réseau met en place des initiatives destinées à améliorer la qualité de l'accueil des chercheurs et étudiants en mobilité compte tenu du contexte actuel et des besoins de ces publics : développement de services de proximité (type guichets uniques) et de services d'accompagnement à distance (portail access).

Les trois centres de services d'Acc&ss Paris Ile-de-France pilotés par la CiuP sont labellisés « centres de services EURAXESS » et sont membres du réseau mondial EURAXESS. Ils sont également membres du réseau national EURAXESS France.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur. Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

#### Détail du calcul de la subvention :

L'intervention financière régionale consiste en une participation de 400 000 € aux dépenses de fonctionnement de la CIUP pour la réalisation des activités du réseau acc&ss Paris Ile-de-France 2023, sur la base d'un taux d'intervention de 33,05 %.

#### Localisation géographique :

■ REGION ILE DE FRANCE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER

#### PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Communication	6 213,00	0,51%
Déplacements, réceptions	19 365,00	1,60%
Documentation, abonnements, fournitures administratives, etc.	12 644,00	1,04%
Frais postaux et frais de télécommunications	292,00	0,02%
Prestations aux publics	18 726,00	1,55%
Salaires/Charges/taxes (portage CIUP)	1 153 220,00	95,27%
Total	1 210 460,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région	400 000,00	33,05%
Ville de Paris	120 000,00	9,91%
Contribution Université Paris Est	20 000,00	1,65%
MESR quinquennal (financement fonctionnement)	20 000,00	1,65%
Autres produits divers	25 180,00	2,08%
Contribution CIUP	625 280,00	51,66%
Total	1 210 460,00	100,00%

**DOSSIER N° 23005886 - SOUTIEN ACC&SS ILE-DE-FRANCE - SCIENCE ACCUEIL**

**Dispositif** : Soutien à l'accueil des étudiants et chercheurs étrangers (n° 00000476)

**Délibération Cadre** : CP2019-142 du 19/03/2019

**Imputation budgétaire** : 936-67-65748-167003-1800

Action : 16700302- Coopération scientifique et accueil des chercheurs

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'accueil des étudiants et chercheurs étrangers	605 500,00 € TTC	16,52 %	100 000,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		100 000,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : SCIENCE ACCUEIL

Adresse administrative : 18 MAIL PIERRE POTIER  
91190 GIF-SUR-YVETTE

Statut Juridique : Association

Représentant : Jean BERTSCH, Président

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 1 janvier 2023 - 31 mai 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Un démarrage anticipé permettra la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter du 1er janvier 2023, ce qui correspond à la date de début des activités du programme du réseau « Acc&ss Paris Île-de-France » 2023 soutenu par la Région au titre de la présente convention.

**Description :**

Science Accueil, association loi 1901 créée le 20 avril 1999, assure la gestion du centre d'accueil Sud/Ouest du réseau Acc&ss Paris Ile-de-France, pour les chercheurs en mobilité en Essonne et dans les Yvelines.

Science Accueil a pour objet d'améliorer l'accueil des talents scientifiques en proposant une assistance personnalisée aux chercheurs et étudiants en mobilité entrante en Ile-de-France et à leur famille.

Science Accueil a pour mission de rassembler l'ensemble des informations relatives à l'accueil en Ile-de-France Sud/Ouest (assistance administrative, logement, cours de français, loisirs...), de coordonner et de promouvoir les initiatives des associations locales et nationales en matière d'accueil des talents étrangers. Elle propose un accompagnement bilingue personnalisé et gratuit aux chercheurs en mobilité. Cet accompagnement se fait à distance

(via un site internet) ou sur place, dans le cadre d'une plateforme multi-services d'accueil, Guichet d'Accueil des Talents Etrangers (GATE) co-pilotée par Science Accueil en partenariat avec la Sous-Préfecture de Palaiseau et l'Université Paris-Saclay. Science Accueil met en place des actions qui visent à améliorer l'intégration des chercheurs internationaux en France (cours de FLE, visites culturelles, etc.).

L'association est labellisée Centre de mobilité Euraxess.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

#### Détail du calcul de la subvention :

L'intervention financière régionale consiste en une participation de 100 000 € au budget global de la structure sur la base d'un taux d'intervention de 16,52% .

#### Localisation géographique :

■ REGION ILE DE FRANCE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER

#### PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de personnel (salaires, taxes formation professionnelle, médecine du travail, tickets restaurant)	479 500,00	79,19%
Local (location bureaux, charges)	24 600,00	4,06%
Frais de collaborateurs	7 000,00	1,16%
Fournitures et informatique	13 000,00	2,15%
Missions et déplacements	2 000,00	0,33%
Communication	8 000,00	1,32%
Programmes (cours FLE, événementiel)	71 000,00	11,73%
Autres frais	400,00	0,07%
Total	605 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région	100 000,00	16,52%
Subvention conseil départemental 91 et communauté Paris Saclay	36 000,00	5,95%
Cotisations des établissements centralisés	163 750,00	27,04%
Cotisations des établissements décentralisés avec antenne de proximité	47 750,00	7,89%
Cotisations propriétaires et résidences	117 500,00	19,41%
Nouveaux membres	8 500,00	1,40%
Programmes	120 000,00	19,82%
Autres financements	12 000,00	1,98%
Total	605 500,00	100,00 %





## **Annexe 4 - Convention CIUP.docx**

**Convention n° 23005885**  
**relative au soutien régional à l'accueil et à l'accompagnement des talents étrangers pour 2023**

**Entre**

**La région Île-de-France,**  
sise au 2 rue Simone Veil – 93400 Saint-Ouen  
désignée ci-après **la Région**  
représentée par sa présidente, **Madame Valérie PECRESSE**  
en vertu de la délibération n° CP 2023-248 du 05 juillet 2023,

d'une part,

**et**

**La Fondation nationale de la Cité Internationale Universitaire de Paris,**  
fondation reconnue d'utilité publique par décret du 6 juin 1925,  
sise au 17 boulevard Jourdan, 75014 Paris,  
désignée ci-après **la CIUP**  
représentée par son président, **Monsieur Jean-Marc SAUVE,**  
habilité par délibération du conseil d'administration du 20 octobre 2017

d'autre part,

Après avoir rappelé que :

- la région Île-de-France est la première région française d'accueil de chercheurs et d'étudiants étrangers. L'accueil de ces talents et de ces compétences, leur apport et leur contribution à la qualité de la recherche francilienne et à l'ouverture internationale des laboratoires, représentent des enjeux stratégiques majeurs en matière d'attractivité internationale et de visibilité du territoire francilien ;
  - depuis sa création en 2005, le réseau « Acc&ss Paris Île-de-France » (Accueil, Accompagnement et Services Supports) propose une assistance gratuite et personnalisée aux talents étrangers en mobilité entrante en Île-de-France et à leurs familles. La région Île-de-France est particulièrement attachée à la coordination régionale de cet accueil, à la conservation de l'identité et de la marque « Acc&ss » ;
- Il a été convenu ce qui suit :

**ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION**

Par délibération n°CP 2023-248 du 05 juillet 2023 la Région a décidé de soutenir les activités 2023 du réseau « Acc&ss Paris Île-de-France » en faveur de l'accueil et du suivi des chercheurs en mobilité telles que décrites dans la présente convention et la fiche projet en annexe en attribuant une subvention maximale en fonctionnement de **400 000 €** à la CIUP.

**ARTICLE 2 – OBLIGATIONS DE LA CIUP**

*A/Obligations concernant l'opération subventionnée*

La CIUP a pour obligations de :

**-Mettre en œuvre les objectifs du programme 2023 du réseau « Acc&ss Paris Île-de-France », à savoir :**

- favoriser l'accueil des chercheurs étrangers en leur offrant des services d'accueil adaptés à leurs besoins et correspondant aux standards EURAXESS (plateforme multiservices, recherche et réservation de logement, aide aux formalités de séjour et à l'installation, aide à l'emploi pour les

conjoint, à la scolarisation des enfants, à l'apprentissage de la langue française, programmes culturels, rencontres et échanges, etc...) ;

- encourager les initiatives destinées à améliorer la qualité de l'accueil des talents étrangers compte tenu de leurs besoins, telles que le développement de services de proximité (type guichets uniques) et de services d'accompagnement à distance, etc. ;

- renforcer l'attractivité internationale des campus universitaires et de recherche de la région Île-de-France et la visibilité de la marque « Acc&ss ».

**Plus spécifiquement pour l'année 2023 :**

**La CIUP s'engage à :**

**- Contribuer au développement des services d'accueil des talents internationaux sur le territoire francilien** notamment :

- assurer une veille juridique et organiser, en fonction des principales évolutions juridiques et administratives sur les questions liées à l'accueil des étudiants et chercheurs internationaux, des partages d'information (via des sessions en présentiel, visioconférence ou via le partage de supports numériques), à destination d'établissements d'enseignement supérieur et de recherche du périmètre ;

- assurer le partage d'informations et d'expertise (y compris, des résultats de la veille juridique) auprès des établissements en assurant la visibilité de la marque « Acc&ss », poursuivre le partage d'information dans le cadre du projet « Online Welcome Desk », etc ;

**-Faciliter l'accès aux droits et le déroulé des procédures administratives des chercheurs étrangers et de leurs familles,** notamment :

- ☞ reconduire la plateforme multiservices type guichet unique **Welcome Desk Paris** en pérennisant l'installation à l'année des partenaires historiques de l'événement, en recherchant l'installation de nouveaux partenaires et de nouveaux services (en présentiel ou à distance) à l'instar de la convention signée avec la Préfecture de Police basée sur trois axes majeurs :
  - des contacts privilégiés à l'année
  - des modalités d'accès facilité aux services de la préfecture de police
  - une participation de la préfecture aux initiatives acc&ss (dont le Welcome Desk Paris) ;

- ☞ poursuivre et renforcer la communication auprès des chercheurs internationaux pour assurer la visibilité d'« Acc&ss » en amont et tout au long du séjour en Ile-de-France, poursuivre et renforcer les actions d'information et d'accompagnement numérique via le portail acc&ss ;

**-Poursuivre les actions qui visent à faciliter l'insertion professionnelle et le développement de la carrière des chercheurs en mobilité et de leurs familles,** telles que : organisation de sessions d'information, d'ateliers sur l'intégration professionnelle et de forums emploi pour les chercheurs internationaux et leurs conjoints, etc.

**-Poursuivre les actions d'intégration socio-culturelle, de santé et de solidarité, de lutte contre la précarité, d'accompagnement des situations de handicap** telles que : activités du club des chercheurs, cours de Français Langue Etrangère, actions de solidarité et de santé du Relai Social International de la CiuP, etc. en les adaptant aux besoins du public accompagné (dont les besoins spécifiques des talents étrangers en exil).

**- Poursuivre et renforcer l'accompagnement et le suivi individualisé proposé aux lauréats des dispositifs régionaux (Paris Region fellowship Programme) et aux scientifiques en exil (dont bénéficiaires du programme PAUSE),** notamment : coordination renforcée avec l'établissement d'accueil, mise en place d'un référent régional et d'interlocuteurs privilégiés (le cas échéant) dans des centres acc&ss, participation à des réunions d'accueil des nouveaux lauréats des dispositifs régionaux.

Le partenaire s'engage par ailleurs à :

- Mettre en œuvre les moyens nécessaires pour la réalisation du programme défini à l'article 2 ci-dessus
- Informer la Région des difficultés ou événements sérieux et imprévus, susceptibles de retarder, voire d'interrompre l'exécution du projet
- Mettre en œuvre les outils de suivi nécessaires :
  - o au contrôle de l'utilisation de la subvention régionale notamment par l'organisation de réunions de suivi du programme avec la Région, à raison d'au moins une réunion par an, ainsi que par la mise en place d'indicateurs de suivi liés à la réalisation des objectifs définis ci-dessus (nombre de chercheurs accueillis, nombre de réunions d'animation, type de prestations proposées...),
  - o au calcul des coûts du programme faisant l'objet de la présente convention.

#### *B/Obligations relatives à la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité*

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

#### *C/ Obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d'alternants*

La CIUP s'engage à recruter 3 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de deux mois.

Le bénéficiaire saisit les offres de stages ou de contrats de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

#### *D/ Obligations administratives*

Le bénéficiaire s'engage à :

- Adopter un cadre budgétaire et comptable conforme :
  - o à la réglementation en vigueur, pour un organisme public,
  - o au plan comptable général en vigueur, pour un organisme de droit privé,
- Appliquer les textes relatifs aux marchés publics
- Communiquer à la Région le nom et les coordonnées de la personne habilitée à certifier les comptes,
- Fournir à la Région, sur toute la durée de la convention :
  - o les comptes annuels : bilan et compte de résultat et annexe du dernier exercice certifiés, selon le cas, par un commissaire aux comptes inscrit sur la liste prévue à l'article L.822-1 du code de commerce, un expert-comptable ou la personne habilitée à signer;
  - o le rapport d'activité annuel chiffré et détaillé par actions menées.
  - o un compte d'emploi de la subvention allouée par la Région et distinguer, pour ce faire, dans ses écritures, la comptabilité propre à l'opération faisant l'objet de la présente convention.
- Tenir la Région informée des autres subventions publiques demandées ou attribuées en cours d'exercice de la présente convention sur l'objet de la convention.
- Fournir les documents détaillés nécessaires aux versements dans les délais prévus, tels que mentionnés dans l'article 4 « modalités de versement de la subvention régionale » de la présente convention.
- Fournir en fin de projet un compte rendu d'exécution du projet subventionné.
- Porter à la connaissance de la Région toutes modifications concernant notamment les statuts, le trésorier, le président, le commissaire aux comptes, la composition du conseil d'administration.
- Faciliter le contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, de l'emploi des fonds, entre autres, par un accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.
- Conserver les pièces justificatives de dépenses pendant dix ans pour tout contrôle effectué a posteriori.
- Informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes les difficultés qu'ils pourraient rencontrer (absence de candidats etc.) dans leur déroulement.

Un contrôle technique et financier pourra être exercé sur pièce et sur place par la Région. Ce contrôle porte notamment sur les conditions d'utilisation de la subvention.

#### *E/ Obligations en matière de communication*

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France auprès des usagers finaux et du grand-public, le bénéficiaire s'engage à mentionner, dès la notification de l'attribution de la subvention, la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention. La mise en œuvre de ces obligations en matière de communication doit se faire dans le respect de la *Charte de visibilité régionale* disponible sur [www.iledefrance.fr/logo-et-chartes-IDF](http://www.iledefrance.fr/logo-et-chartes-IDF) dont les principes sont :

#### *Mention du soutien de la Région Île-de-France et apposition du logo régional*

L'information relative à ce soutien prend notamment la forme de la mention « Action financée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logo sur l'ensemble des supports d'information et de communication qu'ils soient imprimés, digitaux et audiovisuels. L'usage du logo, sa taille et son positionnement doivent se faire conformément à la charte graphique et à la charte de visibilité régionale. L'ensemble des supports réalisés doit être transmis à la Région pour validation avant fabrication et/ou diffusion.

#### *Relations presse / relations publiques :*

Pour toute opération de relations presse, relations publiques ou action de médiatisation, le bénéficiaire s'engage à informer les services de la Région Île-de-France des dates prévisionnelles de ces actions et à faire expressément référence à l'implication de la Région dans l'ensemble des interviews, conférence de presse, communiqué et dossier de presse qui y sont associés.

#### *Visibilité provisoire et pérenne :*

Qu'il s'agisse d'une subvention en investissement ou en fonctionnement, une signalétique provisoire et/ou pérenne doit être prévue par le bénéficiaire, conformément aux applications, aux formats et aux délais indiqués dans la charte de visibilité régionale (panneaux, stickers, autocollant sur le matériel acquis...).

#### *Justificatifs de visibilité*

Le bénéficiaire s'engage à fournir des justificatifs du bon respect de ses obligations de communication à l'occasion en particulier de la demande de versement d'acompte ou du solde de la subvention : envoi d'exemplaires de tous les documents imprimés, photos des panneaux de chantiers et pérennes, de la signalétique événementielle, copie d'écran des sites web et réseaux sociaux... Les services de la Région peuvent procéder à des contrôles.

#### *Organisation d'un temps protocolaire*

Tout événement public de valorisation du projet subventionné (pose de première pierre, inauguration, annonces de manifestations culturelles, sportives...) doit être préalablement défini avec la Région Île-de-France. Le bénéficiaire s'engage notamment à informer bien en amont les services de la Région de la date retenue, à soumettre pour validation tous les supports s'y rapportant (invitation, save the date, plaque inaugurale, signalétique...) et à respecter les usages et préséances protocolaires.

#### *Coopération aux actions de communication décidées par la Région en lien avec l'objet de la convention.*

Selon la nature du projet, de l'événement et du montant attribué, la Région Île-de-France se réserve le droit de mettre en place une communication spécifique en lien avec le bénéficiaire (autorisation de prise de vues ou de tournage, apposition de drapeaux, banderoles ou signalétique spécifique...) visant à assurer la visibilité régionale.

Dans ce cadre, le bénéficiaire autorise, à titre gracieux, la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers, données...) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

### **ARTICLE 3 – ENGAGEMENTS DE LA REGION**

La Région s'engage à soutenir financièrement les actions du programme 2023 du réseau « Acc&ss Paris Île-de-France », telles que définies dans la présente convention et dans la fiche-projet en annexe, par le versement d'une subvention à la CiuP qui est chargée de sa réalisation.

Les dépenses prévisionnelles de la CiuP liées à la réalisation du programme d'activités du réseau « Acc&ss Paris Île-de-France », s'élèvent à 1 210 460 € pour l'année 2023. La participation de la Région au programme 2023 géré par la CiuP s'élève à 400 000 €, ce qui représente un taux d'intervention régional de 33,05%.

Les montants des subventions constituent des plafonds. Si les dépenses justifiées par l'organisme bénéficiaire des subventions sont inférieures au montant prévisionnel, l'aide régionale peut être révisée en proportion du niveau d'exécution constaté par application du taux prévu. La Région ne prendra pas à sa charge d'éventuels surcoûts. Seules les dépenses directement gérées par l'organisme bénéficiaire ouvrent droit au paiement des subventions dans les conditions prévues à l'article 4 ci-après.

## **ARTICLE 4 – MODALITÉS DE VERSEMENT ET CADUCITE DES SUBVENTIONS REGIONALES**

### **Article 4.1 - Dépenses éligibles :**

La subvention régionale pourra couvrir les dépenses de fonctionnement liées aux activités du réseau « Acc&ss Paris Île-de-France » et engagées par le bénéficiaire sur l'exercice 2023 à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023.

### **Article 4.2 - Caducité de subvention :**

Si à l'expiration d'un délai de 1 an à compter de la date d'adoption de la délibération d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale une première demande de paiement conforme aux pièces attendues pour chaque type de versement (versement unique, acompte ou avance), ladite subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision du Président, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 3 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

### **Article 4.3- Modalités de versement de la subvention :**

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire.

Chaque demande de versement de subvention est complétée, datée et signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'action subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

#### **Article 4.3.1 - Avances :**

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie. Le cumul des avances ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

Pour les personnes morales de droit privé, le besoin de trésorerie doit être démontré par la présentation d'un plan de trésorerie daté et signé par le représentant légal. Il est revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

En l'absence de justification des avances à l'échéance des délais de caducité de la subvention prévus à l'article 4.2 de la présente convention, une demande de remboursement à hauteur du montant des avances versées sera formulée par la Région par l'émission d'un titre de recettes.

#### **Article 4.3.2 - Acomptes**

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle.

Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des dépenses doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action ou de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Le cumul des avances et acomptes ne pourra pas dépasser la limite de 80% du montant de la subvention.

#### Article 4.3.3 - Solde

Toute demande de solde est ferme et définitive.

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Pour les personnes morales de droit privé, le versement du solde est subordonné à la production des documents suivants :

- d'un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme ;
- un compte-rendu d'exécution du projet, signé par le représentant légal du bénéficiaire qui détaillera notamment les modalités de mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité. Ce compte-rendu devra comporter les éléments quantitatifs et qualitatifs relatifs à la réalisation de l'action. Il présentera, le cas échéant, le différentiel entre le prévisionnel et le réalisé (calendrier, nature et nombre des actions, publics et territoires cibles, partenariats mis en œuvre, etc.). Enfin, il comportera un bilan critique des résultats obtenus au regard des objectifs poursuivis et, si possible, une évaluation de l'impact du projet, tant sur les bénéficiaires que sur les territoires ciblés ;
- 3 justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) à l'article 2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé) ;
- pour les personnes morales de droit privé, un compte-rendu financier de l'action spécifique subventionnée. Ce document comporte la signature du représentant légal du bénéficiaire. La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise lorsque l'organisme en est doté ou si les dispositions légales le prévoient, à défaut elle est remplacée par celle du trésorier de l'organisme subventionné. Le bénéficiaire s'engage à signaler toute modification concernant la durée d'amortissement du bien financé communiquée initialement aux services de la Région.

Le comptable assignataire est le directeur régional des finances publiques d'Île-de-France et du département de Paris.

#### **Article 4.4 - Références bancaires des bénéficiaires :**

Le versement des subventions est effectué à l'ordre des comptes :

Titulaire du compte :  
Banque :  
Agence :  
Code banque :  
Code guichet :  
Compte n° :

Le comptable assignataire de la Région est le Receveur Général des finances de Paris, Trésorier payeur Général de la région Île-de-France, 94 rue Réaumur, 75014 Paris cedex 02.

## **ARTICLE 5 – MODIFICATION DU PROGRAMME PROJETÉ**

Le bénéficiaire s'engage à signaler par écrit à la Région, documents à l'appui, toute difficulté ou événement susceptibles de modifier, retarder voire interrompre le programme projeté et donc de perturber la bonne exécution de leurs engagements dans la présente convention.

Dès lors, la Région se réserve le droit de revoir à la baisse le montant de la subvention en conséquence. Le non-respect de cette obligation d'information peut être sanctionné par la résiliation de la convention par la Région prévue à l'article 8 de la présente convention. Aucun surcoût ne sera supporté par la Région.

## **ARTICLE 6 - REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNÉ**

Le montant de la subvention, tel qu'indiqué à l'article 1 de la présente convention, constitue un plafond.

Dans le cas où la dépense acquittée justifiée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

Les avances perçues par le bénéficiaire et pour lesquelles ce dernier n'a pas produit les pièces justificatives mentionnées (versement du solde) dans le délai de 3 années (fonctionnement) indiqué à l'article 4 de la présente convention donnent lieu à l'émission d'un titre de recettes par la Région.

## **ARTICLE 7 – RESTITUTION EVENTUELLE DES SUBVENTIONS**

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

Le reversement total ou partiel de la subvention est exigé :

- si l'objet de la subvention a été modifié sans autorisation ;
- dans le cas de non-respect des obligations du bénéficiaire fixées par les lois et règlements, par le règlement budgétaire et financier ou prévues par la convention ;
- en l'absence de production des pièces nécessaires à la justification de l'utilisation de la subvention conformément à l'objet pour lequel celle-ci a été attribuée.

Pour les personnes morales de droit privé, la Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de manquement avéré au respect de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée ou en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou alternants.

Si la résiliation repose sur l'hypothèse du non-respect de l'affectation des biens subventionnés ou d'un changement de propriétaire tel que prévu à l'article 2 de la présente convention, cette résiliation implique la restitution d'une partie de la subvention versée par la Région, restitution calculée de la façon suivante :  $\text{Subvention restituée} = \text{subvention versée} \times ((\text{durée de la convention} - \text{durée d'affectation des biens subventionnés réalisée conformément à la convention}) / \text{durée de la convention})$

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.



## **ARTICLE 8 – RESILIATION DE LA CONVENTION**

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général, cette résiliation prenant effet au terme d'un délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou de plusieurs de leurs obligations par les bénéficiaires de l'aide régionale. Dans ce cas la Région adresse aux bénéficiaires une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse aux bénéficiaires la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. A cette date, il est procédé par la Région à un arrêté définitif des comptes et, s'il y a lieu, à reversement, total ou partiel, de la subvention. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

## **ARTICLE 9– OBLIGATIONS EN MATIERE D'ETHIQUE**

Le Bénéficiaire s'engage à respecter tout droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des atteintes à la probité : corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, concussion, favoritisme et détournement de fond public et, le cas échéant, mettre en place et maintenir ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption et autres atteintes à la probité conformément aux bonnes pratiques en la matière.

La Région est amenée à collecter des données publiques relatives à la probité du demandeur dans le cadre de son dispositif d'évaluation des tiers. En fonction de l'analyse de ces données et/ou de manquement constaté et motivé en matière d'atteinte à la probité, la Région se réserve la possibilité de ne pas attribuer la subvention demandée, de suspendre son versement ou de demander son remboursement.

## **ARTICLE 10 - OBLIGATIONS RELATIVES AUX DONNEES A CARACTERE PERSONNEL**

Dans le cadre de la réglementation applicable aux traitements de données à caractère personnel, la Région et le bénéficiaire sont qualifiés de Responsables de traitement « conjoints ».

Ainsi, dans le cadre de l'exécution de la présente convention, les Parties déterminent conjointement les finalités et les moyens du traitement de données à caractère personnel objet de la présente convention.

Les clauses afférentes à la protection des données personnelles dans le cadre du dispositif « Acc&ss Paris Ile-de-France » sont précisées dans l'annexe 2 à la présente convention. Ces clauses ont pour objet de déterminer les obligations respectives des Parties de définir les responsabilités de la Région et du bénéficiaire concernant leur conformité au regard des dispositions relatives à la protection des données à caractère personnel.

### Violation de sécurité :

Les Parties sont en charge du traitement des éventuelles violations de sécurité, conformément au point 6 de l'annexe à la présente convention.

Chacune des Parties doit aviser sans délai l'autre Partie de toute violation ou suspicion de violation de données et des conséquences de cette violation. Il appartient à chacune des Parties de définir un point de contact en interne avec l'autre partie. Le point de contact choisi sera également le point de contact des personnes concernées.

Le contact Région de l'autorité de contrôle compétente : [dpo@iledefrance.fr](mailto:dpo@iledefrance.fr)

#### **ARTICLE 11 – DATE D’EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION**

La présente convention prend effet à compter de sa signature par l’ensemble des parties. Elle est conclue pour une durée de 5 ans.

#### **ARTICLE 12 – PIECES CONTRACTUELLES**

- la présente convention ;
- la fiche-projet ;
- la clause type RGPD de responsabilité conjointe.

Fait en 2 exemplaires, à Paris, le

Le Président de la Fondation nationale de  
la CIUP

La présidente du conseil régional d’Île-de-  
France

**Jean-Marc SAUVE**

**Valérie PECRESSE**

## **Annexe : Clause type de responsabilité conjointe**

### **1. Objet**

Pour la pleine compréhension des stipulations suivantes, les termes « Données à caractère personnel », « Responsable de traitement », « Personne concernée », « Destinataire », et « Traitement » auront le sens défini par la réglementation en vigueur applicable aux traitements de données à caractère personnel et en particulier, le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 (ci-après « le RGPD ») et la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés (ci-après « la Loi Informatique et libertés »).

Dans le cadre de la réglementation applicable aux traitements de données à caractère personnel, la Région Ile-de-France (ci-après, « la Région ») et le bénéficiaire (ci-après « le Responsable Conjoint ») sont qualifiés de Responsables de traitement « conjoints ».

La Région et le Responsable Conjoint sont dénommés ensemble les « Parties ».

Ainsi, dans le cadre de l'exécution de la présente convention, les Parties déterminent conjointement les finalités et les moyens du traitement de données à caractère personnel objet du présent marché.

La présente clause a pour objet de déterminer les obligations respectives des Parties dans le cadre du dispositif « Acc&ss Paris Ile-de-France » et de définir les responsabilités de la Région et du bénéficiaire concernant leur conformité au regard des dispositions relatives à la protection des données à caractère personnel.

### **2. Obligations respectives des responsables conjoints**

#### **2.1 Finalités du traitement**

Les parties définissent conjointement les finalités principales du traitement, à savoir :

- gestion des subventions dans le domaine de l'enseignement supérieur et de la recherche.

#### **2.2 Moyens du traitement**

La notion de moyen recouvre tant les moyens matériels, logiciels ou encore de ressources humaines affectées à la gestion du traitement concerné par le présent contrat.

Les Parties définissent conjointement les moyens du traitement suivants :

- mise en œuvre des programmes d'actions annuels en faveur des chercheurs étrangers, organisation d'événements, accompagnement individuel des lauréats des dispositifs régionaux.

Toute autre opération est strictement interdite sans l'accord préalable des Parties.

#### **2.3 Données traitées**

##### **Données courantes**

☒ Etat civil, identité, données d'identification, images

- ☐ Données de connexion (logs, adresse IP, etc.)
- ☒ Vie personnelle (habitudes de vie, situation familiale, diplômes, niveau d'études, etc.)
- ☒ Vie professionnelle (fonction, coordonnées professionnelles, etc.)
- ☐ Informations d'ordre économique et financier (revenus, situation financière, situation fiscal, RIB, etc.)
- ☐ Données de localisation (déplacements, données GPS, données GSM, etc.)
- ☐ Autres, préciser :

#### **Données sensibles ou à caractère hautement personnel**

- ☐ Données relevant de la prétendue origine raciale ou ethnique
- ☐ Données révélant des opinions politiques
- ☐ Données révélant des convictions religieuses ou philosophiques
- ☐ Données révélant l'appartenance syndicale
- ☐ Données génétiques
- ☐ Données biométriques aux fins d'identifier de manière unique une personne
- ☐ Données concernant la santé
- ☐ Données concernant l'orientation sexuelle ou la vie sexuelle
- ☐ Données relatives aux condamnations pénales ou aux infractions
- ☐ Numéro d'identification dans un registre national unique (NIR)

## **2.4 Catégories de personnes concernées**

Les personnes concernées sont :

- ☐ Agents régionaux
- ☐ Mineurs
- ☐ Particuliers
- ☒ Autres, préciser : chercheurs

## **2.5 Opérations de traitement et usages**

Les Parties peuvent réaliser chacune les opérations suivantes sur les données :  
Organisation d'événements par le bénéficiaire, prise de contact dans le cadre de l'accompagnement individuel des lauréats des dispositifs régionaux.

Les Parties poursuivent chacune les principaux objectifs suivants :

Pour la Région :

- La Région finance le programme d'action en faveur de l'accueil et de l'accompagnement des chercheurs étrangers et assure le suivi de sa mise en œuvre. La Région n'a pas de vocation à récupérer les données à caractère personnels dans le cadre de ces objectifs.

Pour le bénéficiaire :

Le bénéficiaire assure la mise en œuvre du programme d'actions annuel, dont l'organisation d'événements avec la participation des chercheurs lauréats des dispositifs régionaux et l'accompagnement individuel de ces publics.

Toute autre opération est strictement interdite sans l'accord préalable des Parties.

## **3. Respect des obligations légales**

### **3.1 Durée de conservation**

La définition de la durée de conservation des données est confiée à la Région et/ou au bénéficiaire : 10 ans.

### **3.2 Information des personnes concernées**

Les conditions et modalités pour satisfaire aux obligations légales d'information des personnes concernées sont mises en œuvre par les Parties.

### **3.3 Droit d'accès, de rectification ou d'effacement**

Les conditions de mise en œuvre du droit d'accès, de rectification ou d'effacement sont mises en œuvre par Parties.

### **3.4 Droit à la limitation**

Les conditions de mise en œuvre du droit à la limitation du traitement sont mises en œuvre par les Parties.

### **3.5 Droit d'opposition**

Les conditions de mise en œuvre du droit d'opposition sont mises en œuvre par les Parties.

### **3.6 Droit à la portabilité**

Les conditions pour satisfaire au droit à la portabilité des données et à son exercice sont mises en œuvre par les Parties.

### **3.7 Mesures de sécurité**

Les mesures de sécurité, d'accès et de traçabilité sont définies par les Parties/

Les Parties sont responsables de la protection et de la sécurisation des moyens mis en œuvre pour accéder au traitement (code d'accès ou autre solution).

Les Parties ont, par ailleurs, pour mission de :

- procéder à la définition et la mise en œuvre des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- procéder aux tests, analyser et évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles de nature à assurer la sécurité du traitement.

Les mesures de sécurité et politique associées seront mises à jour régulièrement par la Région et/ou le bénéficiaire qui notifiera les changements à la Région et/ou au bénéficiaire par tout moyen qu'il/elle estime approprié, privilégiant la voie électronique (accès en ligne ou envoi par courrier électronique).

## **4. Coopération avec les autorités de contrôle**

Chacune des Parties est en charge pour elle-même des relations avec la Cnil pour les traitements objet de la présente clause.

En cas de contrôle directement réalisé auprès de l'une des Parties par l'autorité de contrôle, cette dernière doit satisfaire au contrôle et collaborer avec l'autorité de contrôle et aviser l'autre Partie dès qu'elle a connaissance de l'existence d'un contrôle ou toute autre démarche engagée par une autorité de contrôle.

## **5. Registre des activités de traitement**

Chacune des Parties s'engage à intégrer les traitements pour les traitements objet de la présente clause dans son registre des activités de traitement.

Le registre des activités de traitement doit comporter les informations suivantes :

- le nom et les coordonnées du responsable du traitement et du responsable conjoint du traitement, du représentant du responsable du traitement et du délégué à la protection des données éventuellement désigné ;
- les finalités du traitement ;
- une description des catégories de personnes concernées et des catégories de données à caractère personnel ;
- les catégories de destinataires auxquels les données à caractère personnel ont été ou seront communiquées, y compris les destinataires dans des pays tiers ou des organisations internationales ;
- le cas échéant, les transferts de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris leur identification respective et, dans le cas des transferts vers des pays ne bénéficiant pas d'un niveau de protection adéquat, les documents attestant l'existence de garanties appropriées ;
- dans la mesure du possible, les délais prévus pour l'effacement des différentes catégories de données ;
- dans la mesure du possible, une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles.

## **6. Violation de sécurité**

Les Parties sont en charge du traitement des éventuelles violations de sécurité.

Les Parties ont pour tâche :

- de prendre les mesures adaptées ;
- de tenir le registre des violations ;
- d'assumer les notifications éventuelles avec l'autorité de contrôle ;
- d'organiser s'il y a lieu la communication auprès des personnes concernées.

La Région et/ou le bénéficiaire met en œuvre sans délai les mesures et démarches qui lui seront communiquées par la Région et/ou le bénéficiaire.

Chacune des Parties doit aviser sans délai l'autre Partie de toute violation ou suspicion de violation de données et des conséquences de cette violation.

## **7. Point de contact**

Il appartient à chacune des Parties de définir un point de contact en interne avec l'autre partie.  
Le point de contact pour la Région est : dpo@iledefrance.fr

Le point de contact choisi sera également le point de contact des personnes concernées.

## **8. Collaboration**

Les Parties conviennent de collaborer étroitement dans le cadre de leurs relations.

Chacune des Parties s'engage à maintenir une collaboration active et régulière en remettant à l'autre les éléments et documents nécessaires de nature à lui permettre de répondre à ses obligations.

Les Parties s'engagent à se tenir réciproquement informées de toute difficulté relative au traitement.

## **9. Communication des grandes lignes**

La Région et/ou le bénéficiaire définit les conditions dans lesquelles les Parties satisfont au respect des obligations visées par la réglementation en matière de protection des données qui impose que soient communiquées aux personnes concernées les grandes lignes du présent contrat :

- l'identité des responsables du traitement ;
- les finalités et moyens du traitement ;
- les données traitées ;
- les obligations de chaque responsable de traitement ;
- le point de contact pour les personnes concernées par le traitement.

## **10. Garanties**

Nonobstant les dispositions de la réglementation en vigueur relatives à la responsabilité solidaire des Parties, chaque Partie est garantie vis-à-vis de l'autre des obligations souscrites au titre des présentes et assumera seule les conséquences de ses manquements.

La Partie défaillante devra réparer les dommages subis par l'autre.

## **Annexe 5 - Convention Science Accueil.docx**



**Convention n° 23005886**  
**relative au soutien régional à l'accueil et à l'accompagnement des talents étrangers pour 2023**

**Entre**

**La région Île-de-France,**  
sise au 2 rue Simone Veil – 93400 Saint-Ouen  
désignée ci-après **la Région**  
représentée par sa présidente, **Madame Valérie PECRESSE**  
en vertu de la délibération n° CP 2023-248 du 05 juillet 2023

d'une part

**et**

**L'association Science Accueil,**  
dont le siège social est situé au 18 Mail Pierre Potier – 91190 Gif-sur-Yvette  
désignée ci-après **Science Accueil**  
représentée par son président, **Monsieur Jean BERTSCH**  
habilité par délibération du conseil d'administration du 8 octobre 2014

d'autre part,

Après avoir rappelé que :

- la région Île-de-France est la première région française d'accueil de chercheurs et d'étudiants étrangers. L'accueil de ces talents et de ces compétences, leur apport et leur contribution à la qualité de la recherche francilienne et à l'ouverture internationale des laboratoires, représentent des enjeux stratégiques majeurs en matière d'attractivité territoriale et de visibilité du territoire francilien.
- l'association Science Accueil propose une assistance personnalisée aux talents étrangers en mobilité entrante en Île-de-France et à leurs familles. Science Accueil est plus particulièrement le centre de mobilité de l'Île-de-France Sud/Ouest qui assure l'accueil des talents étrangers en mobilité appelés à séjourner sur le territoire sud-ouest francilien (Essonne et Yvelines).

Il a été convenu ce qui suit :

## **ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION**

Par délibération n°CP 2023-248 du 05 juillet 2023 la Région a décidé de soutenir les activités 2023 de l'association Science Accueil en faveur de l'accueil et de l'accompagnement des chercheurs et chercheuses en mobilité pour l'Île-de-France Sud telles que décrites dans la présente convention et la fiche projet en annexe en attribuant une subvention maximale en fonctionnement de **100 000 €** à l'association Science Accueil.

## **ARTICLE 2 – OBLIGATIONS DE L'ASSOCIATION SCIENCE ACCUEIL**

*A/ Obligations concernant l'opération subventionnée*

Science accueil a pour obligations de :

**-Mettre en œuvre les objectifs du programme d'activités 2023** du centre de mobilité de l'Île-de-France Sud/Ouest, à savoir :

- favoriser l'accueil des chercheurs étrangers en leur offrant des services d'accueil adaptés à leurs besoins et correspondant aux standards EURAXESS (plateforme multiservices, recherche et

réservation de logement, aide aux formalités de séjour et à l'installation, aide à l'emploi pour les conjoints, à la scolarisation des enfants, à l'apprentissage de la langue française, programmes culturels, rencontres et échanges, etc...) ;

- encourager les initiatives destinées à améliorer l'accueil des chercheurs en mobilité, telles que le développement de services de proximité (type guichets uniques) et de services d'accompagnement à distance, etc. ;

- renforcer l'attractivité internationale des campus universitaires et de recherche de la région Île-de-France et la visibilité de la marque « Acc&ss ».

#### **Plus spécifiquement pour l'année 2023 :**

##### **Science Accueil s'engage à :**

- Reconduire la plateforme multiservices d'accueil des scientifiques, salariés et étudiants étrangers - **Guichet d'Accueil des Talents Etrangers (GATE)** dans un nouvel espace à l'université Paris-Saclay (Bâtiment de la Bibliothèque universitaire), avec des horaires d'ouverture élargis et la mise en place d'un Point d'Accès Numérique ;

- Poursuivre la **structuration un « service de suivi Qualité »** garantissant une réponse aux requêtes des scientifiques dans des conditions uniformisées : délai, cohérence des réponses d'un agent de mobilité à l'autre, mais aussi adaptation aux contraintes et au *modus operandi* de chaque établissement (cas fléchés, VIP, reporting particulier...) ;

- Poursuivre le **développement des antennes**, notamment :

- o l'ouverture de l'Espace Science Accueil Villejuif,
- o l'extension des services offerts à la résidence ECLA de Palaiseau,
- o le renforcement de l'antenne de Versailles ( installation au sein de la Maison de l'Etudiant sur le campus de l'université Versailles-Saint Quentin.

- Poursuivre le développement des **services d'accompagnement à la recherche de logement** (programme du pôle « Habitat ») : partenariats autour de la diffusion du guide du parfait locataire, perfectionnement de la plateforme de proposition de logements ; etc.

- Poursuivre le **partage d'information et les actions de formation** à destination des établissements d'accueil de chercheurs étrangers, notamment :

- o proposer une gamme de formations à l'accueil des étrangers,
- o reconduire le séminaire des Acteurs de la Mobilité Internationale Scientifique (AMIS),
- o promouvoir les actions et services offerts aux scientifiques en mobilité
- o et aux établissements sur le territoire,
- o poursuivre la collaboration avec l'UNIF pour l'actualisation des données législatives du portail Online Welcome Desk.

- Reconduire le programme de cours de **Français Langue Etrangère et poursuivre des actions d'intégration culturelle** des chercheurs internationaux.

- poursuivre les actions de solidarité, notamment :

Le partenaire s'engage par ailleurs à :

- Mettre en œuvre les moyens nécessaires pour la réalisation du programme défini à l'article 2 ci-dessus
- Informer la Région des difficultés ou événements sérieux et imprévus, susceptibles de retarder, voire d'interrompre l'exécution du projet

- Mettre en œuvre les outils de suivi nécessaires :

- o au contrôle de l'utilisation de la subvention régionale notamment par l'organisation de réunions de suivi du programme avec la Région, à raison d'au moins une réunion par an, ainsi que par la mise en place d'indicateurs de suivi liés à la réalisation des objectifs définis ci-dessus (nombre de chercheurs accueillis, nombre de réunions d'animation, type de prestations proposées...),
- o au calcul des coûts du programme faisant l'objet de la présente convention.

##### ***B/Obligations relatives à la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité***

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

### *C/ Obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d'alternants*

Le bénéficiaire s'engage à recruter X stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de deux mois.

Le bénéficiaire saisit les offres de stages ou de contrats de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la plateforme des aides régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

### *D/ Obligations administratives*

Le bénéficiaire s'engage à :

- Adopter un cadre budgétaire et comptable conforme :
  - o à la réglementation en vigueur, pour un organisme public,
  - o au plan comptable général en vigueur, pour un organisme de droit privé.
- Appliquer les textes relatifs aux marchés publics
- Communiquer à la Région le nom et les coordonnées de la personne habilitée à certifier les comptes.
- Fournir à la Région, sur toute la durée de la convention :
  - o les comptes annuels : bilan et compte de résultat et annexe du dernier exercice certifiés, selon le cas, par un commissaire aux comptes inscrit sur la liste prévue à l'article L.822-1 du code de commerce, un expert-comptable ou la personne habilitée à signer;
  - o le rapport d'activité annuel chiffré et détaillé par actions menées.
  - o un compte d'emploi de la subvention allouée par la Région et distinguer, pour ce faire, dans ses écritures, la comptabilité propre à l'opération faisant l'objet de la présente convention.
- Tenir la Région informée des autres subventions publiques demandées ou attribuées en cours d'exercice de la présente convention sur l'objet de la convention.
- Fournir les documents détaillés nécessaires aux versements dans les délais prévus, tels que mentionnés dans l'article 4 « modalités de versement de la subvention régionale » de la présente convention.
- Fournir en fin de projet un compte rendu d'exécution du projet subventionné.
- Porter à la connaissance de la Région toute modification concernant notamment les statuts, le trésorier, le président, le commissaire aux comptes, la composition du conseil d'administration.
- Faciliter le contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, de l'emploi des fonds, entre autres, par un accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.
- Conserver les pièces justificatives de dépenses pendant dix ans pour tout contrôle effectué a posteriori.
- Informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes les difficultés qu'ils pourraient rencontrer (absence de candidats etc.) dans leur déroulement.

Un contrôle technique et financier pourra être exercé sur pièce et sur place par la Région. Ce contrôle porte notamment sur les conditions d'utilisation de la subvention.

### *E/ Obligations en matière de communication*

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France auprès des usagers finaux et du grand-public, le bénéficiaire s'engage à mentionner, dès la notification de l'attribution de la subvention, la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention. La mise en œuvre de ces obligations en matière de communication doit se faire dans le respect de la *Charte de visibilité régionale* disponible sur [www.iledefrance.fr/logo-et-chartes-IDF](http://www.iledefrance.fr/logo-et-chartes-IDF) dont les principes sont :

#### *Mention du soutien de la Région Île-de-France et apposition du logo régional*

L'information relative à ce soutien prend notamment la forme de la mention « Action financée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logo sur l'ensemble des supports d'information et de communication qu'ils soient imprimés, digitaux et audiovisuels. L'usage du logo, sa taille et son

positionnement doivent se faire conformément à la charte graphique et à la charte de visibilité régionale. L'ensemble des supports réalisés doit être transmis à la Région pour validation avant fabrication et/ou diffusion.

#### Relations presse / relations publiques :

Pour toute opération de relations presse, relations publiques ou action de médiatisation, le bénéficiaire s'engage à informer les services de la Région Île-de-France des dates prévisionnelles de ces actions et à faire expressément référence à l'implication de la Région dans l'ensemble des interviews, conférence de presse, communiqué et dossier de presse qui y sont associés.

#### Visibilité provisoire et pérenne :

Qu'il s'agisse d'une subvention en investissement ou en fonctionnement, une signalétique provisoire et/ou pérenne doit être prévue par le bénéficiaire, conformément aux applications, aux formats et aux délais indiqués dans la charte de visibilité régionale (panneaux, stickers, autocollant sur le matériel acquis...).

#### Justificatifs de visibilité

Le bénéficiaire s'engage à fournir des justificatifs du bon respect de ses obligations de communication à l'occasion en particulier de la demande de versement d'acompte ou du solde de la subvention : envoi d'exemplaires de tous les documents imprimés, photos des panneaux de chantiers et pérennes, de la signalétique événementielle, copie d'écran des sites web et réseaux sociaux... Les services de la Région peuvent procéder à des contrôles.

#### Organisation d'un temps protocolaire

Tout événement public de valorisation du projet subventionné (pose de première pierre, inauguration, annonces de manifestations culturelles, sportives...) doit être préalablement défini avec la Région Île-de-France. Le bénéficiaire s'engage notamment à informer bien en amont les services de la Région de la date retenue, à soumettre pour validation tous les supports s'y rapportant (invitation, save the date, plaque inaugurale, signalétique...) et à respecter les usages et préséances protocolaires.

#### Coopération aux actions de communication décidées par la Région en lien avec l'objet de la convention.

Selon la nature du projet, de l'événement et du montant attribué, la Région Île-de-France se réserve le droit de mettre en place une communication spécifique en lien avec le bénéficiaire (autorisation de prise de vues ou de tournage, apposition de drapeaux, banderoles ou signalétique spécifique...) visant à assurer la visibilité régionale.

Dans ce cadre, le bénéficiaire autorise, à titre gracieux, la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers, données...) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

### **ARTICLE 3 – ENGAGEMENTS DE LA REGION**

La Région s'engage à soutenir financièrement les actions du programme 2023 de l'association Science Accueil telles que définies dans la présente convention et dans la fiche-projet en annexe, par le versement d'une subvention à Science Accueil qui est chargée de sa réalisation.

Les dépenses prévisionnelles de Science Accueil liées à la réalisation du programme d'activités de l'antenne sud-ouest du réseau Acc&ss Paris Île-de-France s'élève à 605 500€ pour l'année 2023. La participation de la Région au programme 2023 géré par Science Accueil s'élève à 100 000 €, ce qui représente un taux d'intervention régional de 16,52 %.

Le montant de la subvention constitue un plafond. Si les dépenses justifiées par l'organisme bénéficiaire de la subvention sont inférieures au montant prévisionnel, l'aide régionale peut être révisée en proportion du niveau d'exécution constaté par application du taux prévu. La Région ne prendra pas à sa charge d'éventuels surcoûts. Seules les dépenses directement gérées par l'organisme bénéficiaire ouvrent droit au paiement des subventions dans les conditions prévues à l'article 4 ci-après.

## **ARTICLE 4 – MODALITÉS DE VERSEMENT ET CADUCITE DES SUBVENTIONS REGIONALES**

### **Article 4.1 - Dépenses éligibles :**

La subvention régionale pourra couvrir les dépenses de fonctionnement liées aux activités de l'association Science Accueil engagées par le bénéficiaire sur l'exercice 2023 à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023.

### **Article 4.2 - Caducité de subvention :**

Si à l'expiration d'un délai de 1 an à compter de la date d'adoption de la délibération d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale une première demande de paiement conforme aux pièces attendues pour chaque type de versement (versement unique, acompte ou avance), ladite subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision du Président, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 3 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

### **Article 4.3 – Modalité de versement de la subvention :**

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire.

Chaque demande de versement de subvention est complétée, datée et signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'action subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

#### **Article 4.3.1 - Avances :**

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie. Le cumul des avances ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

Pour les personnes morales de droit privé, le besoin de trésorerie doit être démontré par la présentation d'un plan de trésorerie daté et signé par le représentant légal. Il est revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

En l'absence de justification des avances à l'échéance des délais de caducité de la subvention prévus à l'article 4.2 de la présente convention, une demande de remboursement à hauteur du montant des avances versées sera formulée par la Région par l'émission d'un titre de recettes.

#### **Article 4.3.2 - Acomptes**

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle.

Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des dépenses doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action ou de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Le cumul des avances et acomptes ne pourra pas dépasser la limite de 80% du montant de la subvention.

#### Article 4.3.3 - Solde

Toute demande de solde est ferme et définitive.

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Pour les personnes morales de droit privé, le versement du solde est subordonné à la production des documents suivants :

- d'un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme ;
- un compte-rendu d'exécution du projet, signé par le représentant légal du bénéficiaire qui détaillera notamment les modalités de mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité. Ce compte-rendu devra comporter les éléments quantitatifs et qualitatifs relatifs à la réalisation de l'action. Il présentera, le cas échéant, le différentiel entre le prévisionnel et le réalisé (calendrier, nature et nombre des actions, publics et territoires cibles, partenariats mis en œuvre, etc.). Enfin, il comportera un bilan critique des résultats obtenus au regard des objectifs poursuivis et, si possible, une évaluation de l'impact du projet, tant sur les bénéficiaires que sur les territoires ciblés ;
- 3 justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) à l'article 2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé) ;
- pour les personnes morales de droit privé, un compte-rendu financier de l'action spécifique subventionnée. Ce document comporte la signature du représentant légal du bénéficiaire. La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise lorsque l'organisme en est doté ou si les dispositions légales le prévoient, à défaut elle est remplacée par celle du trésorier de l'organisme subventionné. Le bénéficiaire s'engage à signaler toute modification concernant la durée d'amortissement du bien financé communiquée initialement aux services de la Région.

Le comptable assignataire est le directeur régional des finances publiques d'Île-de-France et du département de Paris.

#### **Article 4.4. - Références bancaires des bénéficiaires :**

Le versement des subventions est effectué à l'ordre des comptes :

Titulaire du compte :  
Banque :  
Agence :  
Code banque :  
Code guichet :  
Compte n° :

Le comptable assignataire de la Région est le Receveur Général des finances de Paris, Trésorier payeur Général de la région Île-de-France, 94 rue Réaumur, 75014 Paris cedex 02.

#### **ARTICLE 5 – MODIFICATION DU PROGRAMME PROJETÉ**

Le bénéficiaire s'engage à signaler par écrit à la Région, documents à l'appui, toute difficulté ou événement susceptibles de modifier, retarder voire interrompre le programme projeté et donc de perturber la bonne exécution de leurs engagements dans la présente convention.

Dès lors, la Région se réserve le droit de revoir à la baisse le montant de la subvention en conséquence. Le non-respect de cette obligation d'information peut être sanctionné par la résiliation de la convention par la Région prévue à l'article 8 de la présente convention. Aucun surcoût ne sera supporté par la Région.

#### **ARTICLE 6 - REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE**

Le montant de la subvention, tel qu'indiqué à l'article 1 de la présente convention, constitue un plafond.

Dans le cas où la dépense acquittée justifiée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

Les avances perçues par le bénéficiaire et pour lesquelles ce dernier n'a pas produit les pièces justificatives mentionnées (versement du solde) dans le délai de 3 années (fonctionnement) indiqué à l'article 4 de la présente convention donnent lieu à l'émission d'un titre de recettes par la Région.

#### **ARTICLE 7 – RESTITUTION EVENTUELLE DES SUBVENTIONS**

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

Le reversement total ou partiel de la subvention est exigé :

- si l'objet de la subvention a été modifié sans autorisation ;
- dans le cas de non-respect des obligations du bénéficiaire fixées par les lois et règlements, par le règlement budgétaire et financier ou prévues par la convention ;
- en l'absence de production des pièces nécessaires à la justification de l'utilisation de la subvention conformément à l'objet pour lequel celle-ci a été attribuée.

Pour les personnes morales de droit privé, la Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de manquement avéré au respect de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée ou en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou alternants.

Si la résiliation repose sur l'hypothèse du non-respect de l'affectation des biens subventionnés ou d'un changement de propriétaire tel que prévu à l'article 2 de la présente convention, cette résiliation implique la restitution d'une partie de la subvention versée par la Région, restitution calculée de la façon suivante :  $\text{Subvention restituée} = \text{subvention versée} \times ((\text{durée de la convention} - \text{durée d'affectation des biens subventionnés réalisée conformément à la convention}) / \text{durée de la convention})$

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

#### **ARTICLE 8 – RESILIATION DE LA CONVENTION**

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général, cette résiliation prenant effet au terme d'un délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou de plusieurs de leurs obligations par les bénéficiaires de l'aide régionale. Dans ce cas la Région adresse aux bénéficiaires une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai,

les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse aux bénéficiaires la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. A cette date, il est procédé par la Région à un arrêté définitif des comptes et, s'il y a lieu, à reversement, total ou partiel, de la subvention. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

## **ARTICLE 9– OBLIGATIONS EN MATIERE D'ETHIQUE**

Le Bénéficiaire s'engage à respecter tout droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des atteintes à la probité : corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, concussion, favoritisme et détournement de fond public et, le cas échéant, mettre en place et maintenir ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption et autres atteintes à la probité conformément aux bonnes pratiques en la matière.

La Région est amenée à collecter des données publiques relatives à la probité du demandeur dans le cadre de son dispositif d'évaluation des tiers. En fonction de l'analyse de ces données et/ou de manquement constaté et motivé en matière d'atteinte à la probité, la Région se réserve la possibilité de ne pas attribuer la subvention demandée, de suspendre son versement ou de demander son remboursement.

## **ARTICLE 10 - OBLIGATIONS RELATIVES AUX DONNEES A CARACTERE PERSONNEL**

Dans le cadre de la réglementation applicable aux traitements de données à caractère personnel, la Région et le bénéficiaire sont qualifiés de Responsables de traitement « conjoints ».

Ainsi, dans le cadre de l'exécution de la présente convention, les Parties déterminent conjointement les finalités et les moyens du traitement de données à caractère personnel objet de la présente convention.

Les clauses afférentes à la protection des données personnelles dans le cadre du dispositif « Acc&ss Paris Ile-de-France » sont précisées dans l'annexe à la présente convention. Ces clauses ont pour objet de déterminer les obligations respectives des Parties de définir les responsabilités de la Région et du bénéficiaire concernant leur conformité au regard des dispositions relatives à la protection des données à caractère personnel.

### Violation de sécurité :

Les Parties sont en charge du traitement des éventuelles violations de sécurité, conformément au point 6 de l'annexe à la présente convention.

Chacune des Parties doit aviser sans délai l'autre Partie de toute violation ou suspicion de violation de données et des conséquences de cette violation. Il appartient à chacune des Parties de définir un point de contact en interne avec l'autre partie. Le point de contact choisi sera également le point de contact des personnes concernées.

Le contact Région de l'autorité de contrôle compétente : [dpo@iledefrance.fr](mailto:dpo@iledefrance.fr)

## **ARTICLE 11 – DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION**

La présente convention prend effet à compter de sa signature par l'ensemble des parties. Elle est conclue pour une durée de 5 ans.

## **ARTICLE 12 – PIECES CONTRACTUELLES**

- la présente convention ;
- la fiche-projet.



- la clause type RGPD de responsabilité conjointe.  
Fait en 2 exemplaires, à Paris, le

Le président de l'association Science  
Accueil

**Jean BERTSCH**

La présidente du conseil régional d'Île-de-  
France

**Valérie PECRESSE**

# **Annexe : Clause type de responsabilité conjointe**

## **1. Objet**

Pour la pleine compréhension des stipulations suivantes, les termes « Données à caractère personnel », « Responsable de traitement », « Personne concernée », « Destinataire », et « Traitement » auront le sens défini par la réglementation en vigueur applicable aux traitements de données à caractère personnel et en particulier, le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 (ci-après « le RGPD ») et la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés (ci-après « la Loi Informatique et libertés »).

Dans le cadre de la réglementation applicable aux traitements de données à caractère personnel, la Région Ile-de-France (ci-après, « la Région ») et le bénéficiaire (ci-après « le Responsable Conjoint ») sont qualifiés de Responsables de traitement « conjoints ».

La Région et le Responsable Conjoint sont dénommés ensemble les « Parties ».

Ainsi, dans le cadre de l'exécution de la présente convention, les Parties déterminent conjointement les finalités et les moyens du traitement de données à caractère personnel objet du présent marché.

La présente clause a pour objet de déterminer les obligations respectives des Parties dans le cadre du dispositif « Acc&ss Paris Ile-de-France » et de définir les responsabilités de la Région et du bénéficiaire concernant leur conformité au regard des dispositions relatives à la protection des données à caractère personnel.

## **2. Obligations respectives des responsables conjoints**

### **2.1 Finalités du traitement**

Les parties définissent conjointement les finalités principales du traitement, à savoir :

- gestion des subventions dans le domaine de l'enseignement supérieur et de la recherche.

### **2.2 Moyens du traitement**

La notion de moyen recouvre tant les moyens matériels, logiciels ou encore de ressources humaines affectées à la gestion du traitement concerné par le présent contrat.

Les Parties définissent conjointement les moyens du traitement suivants :

- mise en œuvre des programmes d'actions annuels en faveur des chercheurs étrangers, organisation d'événements, accompagnement individuel des lauréats des dispositifs régionaux.

Toute autre opération est strictement interdite sans l'accord préalable des Parties.

### **2.3 Données traitées**

#### **Données courantes**

- ☒ Etat civil, identité, données d'identification, images
- ☐ Données de connexion (logs, adresse IP, etc.)

- ☒ Vie personnelle (habitudes de vie, situation familiale, diplômes, niveau d'études, etc.)
- ☒ Vie professionnelle (fonction, coordonnées professionnelles, etc.)
- ☐ Informations d'ordre économique et financier (revenus, situation financière, situation fiscal, RIB, etc.)
- ☐ Données de localisation (déplacements, données GPS, données GSM, etc.)
- ☐ Autres, préciser :

#### **Données sensibles ou à caractère hautement personnel**

- ☐ Données relevant de la prétendue origine raciale ou ethnique
- ☐ Données révélant des opinions politiques
- ☐ Données révélant des convictions religieuses ou philosophiques
- ☐ Données révélant l'appartenance syndicale
- ☐ Données génétiques
- ☐ Données biométriques aux fins d'identifier de manière unique une personne
- ☐ Données concernant la santé
- ☐ Données concernant l'orientation sexuelle ou la vie sexuelle
- ☐ Données relatives aux condamnations pénales ou aux infractions
- ☐ Numéro d'identification dans un registre national unique (NIR)

## **2.4 Catégories de personnes concernées**

Les personnes concernées sont :

- ☐ Agents régionaux
- ☐ Mineurs
- ☐ Particuliers
- ☒ Autres, préciser : chercheurs

## **2.5 Opérations de traitement et usages**

Les Parties peuvent réaliser chacune les opérations suivantes sur les données :  
Organisation d'événements par le bénéficiaire, prise de contact dans le cadre de l'accompagnement individuel des lauréats des dispositif régionaux.

Les Parties poursuivent chacune les principaux objectifs suivants :

Pour la Région :

- La Région finance le programme d'action en faveur de l'accueil et de l'accompagnement des chercheurs étrangers et assure le suivi de sa mise en œuvre. La Région n'a pas de vocation à récupérer les données à caractère personnels dans le cadre des ces objectifs.

Pour le bénéficiaire :

Le bénéficiaire assure la mise en œuvre du programme d'actions annuel, dont l'organisation d'événements avec la participation des chercheurs lauréats des dispositifs régionaux et l'accompagnement individuel de ces publics.

Toute autre opération est strictement interdite sans l'accord préalable des Parties.

## **3. Respect des obligations légales**

### **3.1 Durée de conservation**

La définition de la durée de conservation des données est confiée à la Région et/ou au bénéficiaire : 10 ans.

### **3.2 Information des personnes concernées**

Les conditions et modalités pour satisfaire aux obligations légales d'information des personnes concernées sont mises en œuvre par les Parties.

### **3.3 Droit d'accès, de rectification ou d'effacement**

Les conditions de mise en œuvre du droit d'accès, de rectification ou d'effacement sont mises en œuvre par Parties.

### **3.4 Droit à la limitation**

Les conditions de mise en œuvre du droit à la limitation du traitement sont mises en œuvre par les Parties.

### **3.5 Droit d'opposition**

Les conditions de mise en œuvre du droit d'opposition sont mises en œuvre par les Parties.

### **3.6 Droit à la portabilité**

Les conditions pour satisfaire au droit à la portabilité des données et à son exercice sont mises en œuvre par les Parties.

### **3.7 Mesures de sécurité**

Les mesures de sécurité, d'accès et de traçabilité sont définies par les Parties/

Les Parties sont responsables de la protection et de la sécurisation des moyens mis en œuvre pour accéder au traitement (code d'accès ou autre solution).

Les Parties ont, par ailleurs, pour mission de :

- procéder à la définition et la mise en œuvre des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- procéder aux tests, analyser et évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles de nature à assurer la sécurité du traitement.

Les mesures de sécurité et politique associées seront mises à jour régulièrement par la Région et/ou le bénéficiaire qui notifiera les changements à la Région et/ou au bénéficiaire par tout moyen qu'il/elle estime approprié, privilégiant la voie électronique (accès en ligne ou envoi par courrier électronique).

## **4. Coopération avec les autorités de contrôle**

Chacune des Parties est en charge pour elle-même des relations avec la Cnil pour les traitements objet de la présente clause.

En cas de contrôle directement réalisé auprès de l'une des Parties par l'autorité de contrôle, cette dernière doit satisfaire au contrôle et collaborer avec l'autorité de contrôle et aviser l'autre Partie dès qu'elle a connaissance de l'existence d'un contrôle ou toute autre démarche engagée par une autorité de contrôle.

## **5. Registre des activités de traitement**

Chacune des Parties s'engage à intégrer les traitements pour les traitements objet de la présente clause dans son registre des activités de traitement.

Le registre des activités de traitement doit comporter les informations suivantes :

- le nom et les coordonnées du responsable du traitement et du responsable conjoint du traitement, du représentant du responsable du traitement et du délégué à la protection des données éventuellement désigné ;
- les finalités du traitement ;
- une description des catégories de personnes concernées et des catégories de données à caractère personnel ;
- les catégories de destinataires auxquels les données à caractère personnel ont été ou seront communiquées, y compris les destinataires dans des pays tiers ou des organisations internationales ;
- le cas échéant, les transferts de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris leur identification respective et, dans le cas des transferts vers des pays ne bénéficiant pas d'un niveau de protection adéquat, les documents attestant l'existence de garanties appropriées ;
- dans la mesure du possible, les délais prévus pour l'effacement des différentes catégories de données ;
- dans la mesure du possible, une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles.

## **6. Violation de sécurité**

Les Parties sont en charge du traitement des éventuelles violations de sécurité.

Les Parties ont pour tâche :

- de prendre les mesures adaptées ;
- de tenir le registre des violations ;
- d'assumer les notifications éventuelles avec l'autorité de contrôle ;
- d'organiser s'il y a lieu la communication auprès des personnes concernées.

La Région et/ou le bénéficiaire met en œuvre sans délai les mesures et démarches qui lui seront communiquées par la Région et/ou le bénéficiaire.

Chacune des Parties doit aviser sans délai l'autre Partie de toute violation ou suspicion de violation de données et des conséquences de cette violation.

## **7. Point de contact**

Il appartient à chacune des Parties de définir un point de contact en interne avec l'autre partie.  
Le point de contact pour la Région est : dpo@iledefrance.fr

Le point de contact choisi sera également le point de contact des personnes concernées.

## **8. Collaboration**

Les Parties conviennent de collaborer étroitement dans le cadre de leurs relations.

Chacune des Parties s'engage à maintenir une collaboration active et régulière en remettant à l'autre les éléments et documents nécessaires de nature à lui permettre de répondre à ses obligations.

Les Parties s'engagent à se tenir réciproquement informées de toute difficulté relative au traitement.

## **9. Communication des grandes lignes**

La Région et/ou le bénéficiaire définit les conditions dans lesquelles les Parties satisfont au respect des obligations visées par la réglementation en matière de protection des données qui impose que soient communiquées aux personnes concernées les grandes lignes du présent contrat :

- l'identité des responsables du traitement ;
- les finalités et moyens du traitement ;
- les données traitées ;
- les obligations de chaque responsable de traitement ;
- le point de contact pour les personnes concernées par le traitement.

## **10. Garanties**

Nonobstant les dispositions de la réglementation en vigueur relatives à la responsabilité solidaire des Parties, chaque Partie est garantie vis-à-vis de l'autre des obligations souscrites au titre des présentes et assumera seule les conséquences de ses manquements.

La Partie défaillante devra réparer les dommages subis par l'autre.

## **Annexe 6 - fiche projet Prix Pépité 2023.doc**

**DOSSIER N° 23005969 - PRIX PEPITE ILE-DE-FRANCE 2023**

**Dispositif** : Politique de soutien à l'entrepreneuriat et au développement des TPE-PME (Fonctionnement) (n° 00001056)

**Délibération Cadre** : CR2017-141 du 06/07/2017

**Imputation budgétaire** : 936-67-65748-167001-1800

Action : 16700107- Projets d'innovation et de transfert de technologies

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Politique de soutien à l'entrepreneuriat et au développement des TPE-PME (Fonctionnement)	87 000,00 € TTC	22,99 %	20 000,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		20 000,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : FNEGE FOND NALE ENSEIGNEMENT  
ENTREPRISE  
Adresse administrative : 2 AV HOICHE  
75008 PARIS  
Statut Juridique : Association  
Représentant : Jean-Marc JANAILLAC

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 1 septembre 2023 - 1 septembre 2024

Démarrage anticipé de projet : Non

**Description :**

Le Prix Pépite – Tremplin pour l'Entrepreneuriat Étudiant a pour vocation d'encourager l'esprit d'entreprendre auprès des jeunes de l'enseignement supérieur, de renforcer le soutien à la création d'entreprises innovantes et de mieux accompagner le développement des projets qui émergent avec le soutien des Pôles étudiants pour l'innovation, le transfert et l'entrepreneuriat (Pépite).

Le Prix Pépite est réservé à ceux qui sont ou ont été bénéficiaires du Statut National d'Étudiant-Entrepreneur. Il peut s'agir d'innovation technologique ou non-technologique. Les projets doivent prévoir la création d'une entreprise établie sur le territoire français.

Le prix Pépite Île-de-France 2023 récompensera les 40 lauréats régionaux ainsi que les 8 « champions » nationaux franciliens. Ils bénéficieront d'un accompagnement spécifique et de moyens pour la réalisation de leur projet (chèque expert de 2 000€). Le financement est assuré par les deux partenaires du Prix Pépite Île-de-France : la Région Île-de-France et Bpifrance.



Le Prix Pépite Île-de-France 2023 sera l'événement de clôture des semaines de sensibilisation à l'entrepreneuriat étudiant francilien, action portée par le collectif des huit Pépite d'Île-de-France et qui aura lieu du 3 au 12 octobre. Le financement régional permettra ainsi l'organisation d'une Cérémonie de Remise de prix dans les locaux de la Région Ile-de-France le jeudi 12 octobre 2023 valorisant les lauréats, à laquelle seront conviés les partenaires de l'écosystème entrepreneurial étudiant francilien. Les représentants des partenaires du Prix Pépite, à savoir le MESR, Bpifrance Création et la Région Île-de-France, et la coordination des huit Pépite d'Île-de-France seront invités à prendre la parole avant la remise des diplômes aux lauréats. Les diplômes seront délivrés par des représentants des partenaires du Prix Pépite aux 40 lauréats qui auront une opportunité de visibilité de son projet.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

#### Localisation géographique :

🏠 DEPARTEMENT DE PARIS

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER/Hors CPER

#### PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2023

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
40 chèques experts de 2 000€	80 000,00	91,95%
Frais d'organisation de l'évènement	3 000,00	3,45%
Temps/homme FNEGE (soutien organisation évènement et accompagnement, gestion des chèques experts, suivi des lauréats et communication)	4 000,00	4,60%
Total	87 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	20 000,00	22,99%
BPI / MESR	67 000,00	77,01%
Total	87 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :  
La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base de la méthodologie de l'intermédiaire transparent.